Spedizione in abbonamento postale

Anno 98° — Numero 149

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA Roma - Venerdì, 14 giugno 1957 SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI - TELEF. 550-139 551-236 551-554
AMMINISTRAZIONE PRESSO LA LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - TELEF. 841-089 848-184 841-737 850-144

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510 Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
In ITALIA: Abbonamento annuo L. 8020 Semestrale L. 4510 Trimestrale L. 2510 Un fascicolo L. 40.
All'ESTERO: il doppio dei prezzi per l'Italia.

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato Libreria dello Stato - Roma

Per gli annunzi da inserire nella "Gazzetta Ufficiale,, veggansi le norme riportate nella testata della parte seconda

La « Gazzetta Ufficiale » e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato in Roma, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze); via Marco Minghetti n. 31; in MILANO, Galleria Vittorio Emanuele n. 3; in NAPOLI, via Chiaia n. 5; in FIRENZE, via Cavour n. 46 r; in TORINO, via Roma n. 80 (Salone "La Stampa,,) e presso le Librerie depositarie di tutti i Capoluoghi di Provincia.

Le inserzioni nella Parte II della « Gazzetta Ufficiale » si ricevono in Roma presso la Libreria dello Stato (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le Agenzie della Libreria dello Stato in: Milano Napoli, Firenze e Torino possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1957

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

CONCORSI ED ESAMI

SUPPLEMENTI ORDINARI

(3666)

LEGGI E DECRETI

LEGGE 25 aprile 1957, n. **401.**

Ratifica ed esecuzione del Trattato di commercio, stabilimento e navigazione tra l'Italia e l'Iran, concluso in Teheran il 26 gennaio 1955 con annessi scambi di Note del 26 gennaio e del 5-9 febbraio 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Trattato di commercio, stabilimento e navigazione tra l'Italia e l'Iran, concluso in Teheran il 26 gennaio 1955, con annessi scambi di Note del 26 gennaio e del 5-9 febbraio 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Trattato di cui all'articolo precedente, a decorrere dalla sua entrata in vigore, conformemente al disposto dell'art. 28 del Trattato stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 25 aprile 1957

GRONCHI

SEGNI — MARTINO — MORO — ANDREOTTI — CORTESE — MATTARELLA — CASSIANI — MEDICI

Visto, *il Guardasigilli*: MORO

Traité de commerce, d'établissement et de navigation entre l'Italie et l'Iran

Le Président de la République Italienne et Sa Majesté Impériale le Chahinchah de l'Iran, animés d'un égal désir de resserrer toujours davantage les liens d'amitié traditionnelle entre les deux Pays, et afin de développer les rapports économiques, commerciaux et de navigation maritime entre les deux Pays, ont résolu de conclure un Traité de commerce, d'établissement et de navigation et ont désigné, à cet effet, pour leurs Plénipotentiaires,

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ITALIENNE:

S. E. le Baron Vitaliano CONFALONIERI, *Ambassadeur d'Italie en Iran*

et

SA MAJESTE IMPERIALE LE CHAHINCHAH DE L'IRAN:

S. E. Abdollah ENTEZAM, *Ministre des Affaires Etrangères*

lesquels, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants:

Art. 1

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes peuvent entrer librement dans le territoire de l'autre Partie et en sortir à tout moment, sous réserve des dispositions des lois de police, d'ordre et sécurité publics et de défense nationale qui sont applicables à tous les étrangers. Sous les mêmes réserves, ils pourront voyager, s'établir sur ce territoire et y séjourner aux mêmes conditions que les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre de la plus constante protection et sécurité pour leurs personnes, leurs biens et intérêts et jouiront, à cet égard, des mêmes droits et privilèges qui sont ou seront accordés aux ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art. 2

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre Partie du même traitement que les ressortissants de la nation la plus favorisée en ce qui concerne les droits privés et civils, l'exercice du commerce, de l'industrie, des professions et de métiers. En tout cas, sous condition de réciprocité, le traitement des ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes sur le territoire de l'autre Partie ne pourra, en aucun cas, être moins favorable que celui qui est reconnu aux ressortissants de tout autre Etat

Art. 3

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes auront sur le territoire de l'autre Partie, les mêmes droits que les ressortissants de la nation la plus favorisée de posséder et louer toute espèce de biens mobiliers et immobiliers, de les aquérir et d'en disposer par vente, échange, donation, legs ou tout autre moyen, ainsi que d'hériter ab intestato, sans payer des taxes ou impôts autres ou plus élevés que ceux payés par les ressortissants de la nation la plus favorisée.

Art 4

Chacune des Hautes Parties Contractantes s'engage à ne prendre vis-à-vis des biens, droits et intérêts légalement possédés, sur son territoire, par les ressortissants de l'autre Partie aucune mesure de disposition, limitation, restriction ou d'expropriation pour cause d'utilité publique ou d'intérêt général, qui ne serait pas applicable, dans les mêmes conditions, aux ressortissants de la nation la plus favorisée. Il en sera de même pour les indemnités auxquelles ces mesures donneront lieu.

Art 5

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes jouiront sur le territoire de l'autre du même traitement que les nationaux en ce qui concerne la protection légale et judiciaire de leurs personnes et de leurs biens et de leurs droits. A cet effet les ressortissants, les personnes juridiques et les sociétés civiles et commerciales de chacune des Hautes Parties Contractantes auront, sur le territoire de l'autre, libre et facile accès aux Tribunaux à toutes instances, tant pour réclamer que pour défendre leurs droits et intérêts. Ils jouiront à cet égard des mêmes droits et privilèges que les nationaux. Ils ne seront pas astreints à fournir la cautio judicatum solvi se soumettant, toutefois, aux règles relatives à l'exécution des condamnations aux frais de justice. Ils jouiront en outre de l'assistance judiciaire gratuite.

Les Hautes Parties Contractantes sont d'accord d'appliquer entre elles réciproquement les chapitres 3 et 4 de la Convention de la Haye du 17 juillet 1905 sur la procédure civile en ce qui concerne les matières réglées dans cet alinéa.

Art. 6

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes seront exempts, sur le territoire de l'autre Partie, de tout service militaire obligatoire, soit dans les armées de terre et de l'air ou dans la marine, soit, dans la garde ou la milice nationale. Ils seront également dispensés de toute fonction officielle obligatoire judiciaire, administrative ou municipale, de toute contribution, soit pécuniaire, soit en nature, établie au lieu et place des services personnels dont ceux mentionnés ci-dessus et de toute réquisition et prestation militaires. Seront toute-fois exceptées les charges qui sont connexes à la propriété, la possession ou la location des immeubles, aussi bien que les prestations et les réquisitions militaires auxquelles les nationaux peuvent également être appelés à se soumettre en qualité de propriétaire ou locataires d'immeubles.

Dans ce cas la même protection accordée aux intérêts des nationaux sera assurée aux intérêts des ressortissants de l'autre Partie Contractante en ce qui concerne les compensations et indemnités ainsi que l'établissement des prix de réquisition.

Il est, en outre, entendu, en ce qui concerne les cas ci-dessus que, sous condition de réciprocité, les ressortissants de chacune des Parties ne seront jamais traités sur le territoire de l'autre d'une manière moins favorable que les ressortissants de tout autre Etat.

Art. 7

Les ressortissants de chacune des Hautes Parties Contractantes ne seront pas assujettis, sur le territoire de l'autre, à des droits, taxes, impôts ou contributions, sous quelque dénomination que ce soit, et sans égard pour le compte de qui ils sont perçus, autres ou plus élevé que ceux qui seront perçus des nationaux dans les situations identiques; ils bénéficieront notamment, dans les mêmes conditions que les nationaux, des réductions ou exemptions d'impôts ou taxes et des dégrèvements, y compris les déductions accordées pour charges de famille.

Les dispositions qui précèdent ne font pas obstacle à la perception, le cas échéant, soit de taxes dites de séjour, soit de taxes afférentes à l'accomplissement des formalités de police, tant que ces taxes seront perçues sur les autres étrangers. Le taux de ces taxes ne pourra pas être supérieur à celui des taxes perçues des ressortissants de tout autre Etat.

Art. 8

Les Sociétés civiles et commerciales ainsi que les établissements publics constitués sur le territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes et y ayant leur siège social, seront reconnus par l'autre Partie, de

plein droit, comme étant régulièrement constitués tant qu'ils exercent sur le territoire de l'autre Partie une activité de caractère exclusivement commercial ou industriel.

La légalité de la constitution de ces sociétés, établissements et de leurs succursales et agences, ainsi que leur capacité d'ester en justice, seront determinées par leur statut et par la loi du Pays où ces sociétés, établissements, succursales et agences ont été constitués. Les dits sociétés et établissements pourront s'établir, créer des filiales, des succursales et des agences et exercer toute activité industrielle et commerciale suivant les modalités et conditions établies par les lois en vigueur qui sont applicables aux établissements et sociétés de tout autre Pays.

Les dits sociétés et établissements n'auront à payer pour l'exercice d'affaires commerciales ou industrielles sur le territoire de l'autre Pays, des impôts, droits ou taxes autres ou plus élevés que ceux perçus des nationaux.

Art. 9

Tout en étant admis au bénéfice des avantages plus grands qui peuvent découler du traitement de la nation la plus favorisée, les négociants, les fabriquants et autres producteurs de l'un des deux Pays, ainsi que leurs commis voyageurs, auront le droit sur la production d'une carte de légitimation et en observant les formalités prescrites sur le territoire de l'autre Pays, de faire dans ce Pays les achats pour leur commerce, fabrication ou autre entreprise et d'y rechercher des commandes avec ou sans échantillons chez les producteurs et commerçants, sans être soumis, à ce titre, à aucun droit ou taxe, pourvu que leur séjour dans les pays respectifs ne dépasse pas six mois par an. Ils pourront avoir chez eux les échantillons ou modèles, mais non des marchandises, sauf dans les cas où cela serait permis aux voyageurs de commerce de tout autre Pays.

La carte de légitimation mentionnée ci-dessus devra être établie selon le modèle indiqué dans la Convention internationale pour la simplification des formalités douanières, signée à Genève le 3 novembre 1923 et délivrée conformément à l'alinéa 7 de l'article 10 de ladite Convention.

Les Hautes Parties Contractantes se donneront réciproquement connaissance des autorités compétentes à délivrer les cartes de légitimation.

Ce document est valable pour le cours de l'année solaire pour laquelle il a été délivré.

Les dispositions ci-dessus ne sont pas applicables dans le cas des industries ambulantes, du colportage et de la recherche de commandes chez les personnes n'exerçant ni industrie, ni commerce et les Hautes Parties Contractantes se réservent, à cet égard, l'entière liberté de leur législation.

Les articles importés comme échantillons dans les buts susmentionnés seront admis temporairement en franchise de droit dans chacun des deux Pays, en conformité de règlements et formalités de douane établis pour assurer leur ré-exportation ou le payement des droits de douane prescrits en cas de non ré-exportation dans le délai prévu par la loi. Toutefois, ledit privilège ne s'étendra pas aux articles qui, à cause de leur quantité ou valeur, ne peuvent pas être considérés comme échantillons, ou qui, à cause de leur nature, ne sauraient être identifiés lors de leur ré-exportation.

Art. 10

Les Hautes Parties Contractantes conviennent que, réserve faite des cas où le présent Traité en dispose autrement, pour tout ce qui concerne le montant, la caution et la perception des droits, les formalités douanières, l'importation et l'exportation des marchandises, leur transit, ré-exportation, entreposage et les transports de toute espèce, tout privilège, faveur ou exemption quelconque, que l'une d'elles aurait accordés ou accorderaït à l'avenir à tout autre Etat, seront étendus immédiatement à l'autre Partie Contractante.

En application de ce principe, les produits naturels ou fabriqués, originaires et en provenance du territoire d'une des Hautes Parties Contractantes ne seront frappés à l'importation dans le territoire de l'autre, de droits autres ou plus élevés que ceux frappant les produits similaires de la nation la plus favorisée.

De même à l'exportation vers l'Italie il ne sera perçu en Iran et à l'exportation vers l'Iran il ne sera perçu en Italie des droits de sortie ou des taxes autres ou plus élevés que ceux perçus à l'exportation des mêmes produits vers le Pays le plus favorisé.

Art. 11

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ne pas entraver leur commerce réciproque par des prohibitions ou restrictions d'exportations ou de transit qui ne seraient pas applicables, dans les mêmes conditions, au commerce de la nation la plus favorisée.

Aucune exception ne pourra être faite à cette règle sauf dans les cas ci-après énumérés et sous condition qu'elle soit applicable à tous les pays se trouvant dans des conditions similaires:

a) pour la sauvegarde de la sécurité publique;

b) dans des circonstances exceptionnelles telles que prévision de guerre ou bien des évènements de caractère extraordinaire;

c) pour l'observation et le maintien de la neutralité;

d) pour les monopoles d'Etat actuellement en vigueur ou qui pourraient être établis à l'avenir;

e) afin d'appliquer à des marchandises étrangères des prohibitions ou restrictions qui ont été ou qui pourraient être établies par la législation intérieure pour la production, la vente, le transport ou la consommation, à l'intérieur, des marchandises indigènes similaires;

f) en ce qui concerne la police sanitaire et la protection des animaux et des plantes utiles, contre les maladies, les insectes et les parasites nuisibles, et surtout dans l'intérêt de la santé publique, conformément aux principes internationaux adoptés à ce sujet;

g) pour tout ce qui concerne le commerce avec les Pays où le commerce est monopolisé par l'Etat.

Art. 12

Les dispositions de l'art. 11 ne portent aucune atteinte aux prohibitions ou restrictions quantitatives des importations et exportations temporairement en vigueur sur le territoire des Hautes Parties Contractantes à la date de la conclusion du présent Traité en vue de maintenir l'équilibre de leurs balances des paiements. Ces restrictions pourront être modifiées toutes les fois qu'il sera nécessaire.

Les Hautes Parties Contractantes appliqueront toutefois, l'une vis-à-vis de l'autre, ces prohibitions ou restrictions de la façon la plus libérale possible.

En outre, dans le cas où l'une des Hautes Parties Contractantes apporterait de nouvelles prohibitions ou restrictions soit à l'importation, soit à l'exportation, l'octroi du droit de non-observation de celles-ci ou bien l'établissement de contingents seront examinés sur demande de l'autre Partie Contractante, de façon à atténuer autant que possible l'effet défavorable de ces mesures dans les relations commerciales entre les deux Pays.

En tout cas l'importation d'échantillons, ainsi que des marchandises non prohibées, en petite quantité pour des buts commerciaux sera toujours permise.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent également à ne pas s'opposer à l'importation en petites quantités d'un produit nécessaire pour l'obtention ou la protection des brevets d'invention, marques de fabrique, droits d'auteur, et autres droits similaires.

Art. 13.

Chacune des Hautes Parties Contractantes pourra exiger, pour établir l'origine des produits importés, la présentation de certificats constatant que l'article importé est de production ou de fabrication nationales ou bien qu'il doit être considéré comme tel, étant donné la transformation qu'il a subie dans le Pays de provenance.

Les certificats d'origine seront délivrés soit par les chambres de commerce et d'industrie dont relève l'expéditeur, soit par tout autre organisme ou groupement agréé par le Pays destinataire, soit par le bureau de douane d'expédition à l'intérieur du pays ou à la frontière.

Dans le cas où lesdits certificats ne seraient pas délivrés par une autorité gouvernementale, autorisée à cet effet, le Gouvernement du Pays importateur pourra exiger qu'ils soient visés par les représentations diplomatique ou consulaire compétentes du lieu duquel proviennent les marchandises. Les deux Gouvernements sont d'accord pour fixer, sur base de réciprocité, les droits à percevoir dans le cas où pareil visa serait exigé.

Les colis postaux seront exemptés du certificat d'origine.

Art. 14.

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent, chacune en ce qui la concerne, à admettre les certificats d'analyse délivrés par les laboratoires officiellement autorisés de l'autre Pays, comme preuve que les produits naturels ou fabriqués du pays exportateur répondent aux prescriptions légales en vigueur dans le pays importateur.

Chacune des Hautes Parties Contractantes se réserve le droit de faire procéder, le cas échéant, et notamment en cas de suspiction de fraude, à toute vérification utile nonobstant la production du certificat d'analyse. Dans les cas où ces vérifications ne s'accordent pas avec les certificats d'analyse du pays d'origine, le Pays importateur tiendra compte de l'analyse de son propre laboratoire officiel.

La procédure établie, à l'égard des conditions ci-dessus énoncées, par chacune des deux Parties pour le prélèvement des échantillons ainsi que la forme des certificats seront communiquées à l'autre Partie et agréées par celle-ci.

La liste des Laboratoires officiellement autorisés, chargés dans chaque pays de délivrer les certificats d'analyse, sera communiquée par chacun des deux Gouvernements à l'autre dans le plus bref délai a dater de la mise en vigueur du présent Traité.

Art. 15

Aucun droit ou taxe intérieur, perçu pour le compte de l'Etat, des autorités locales ou des corporations industrielles grevant actuellement ou à l'avenir la distribution, le transport, la vente ou la consommation d'un produit quelconque dans le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes ne sera, en aucune circonstance plus élevé ou plus onéreux pour les produits originaires et en provenance du territoire de l'autre, que pour les produits similaires locaux.

Art. 16

Les Hautes Parties Contractantes se concèdent réciproquement la liberté de transit à travers leur territoire pour les personnes, les marchandises, les automobiles, les navires, par route, par chemin de fer, par cours d'eau navigable et par canaux.

Les services des postes et des télécommunications continueront à être règlés par les conventions et les accords spéciaux en vigueur à cet égard.

Les marchandises de toute nature venant du territoire de l'une des Hautes Parties Contractantes ou y allant, qu'elles transitent directement ou bien qu'elles soient déchargées, mises en dépôt, rechargées et réemballés pendant le transit, seront réciproquement affranchies, sur le territoire de l'autre, de tout droit de transit.

Il est entendu que les marchandises de provenance quelconque, qui transitent par le territoire d'une des Hautes Parties Contractantes ou qui y sont déposées dans des ports francs ou des entrepôts, ne seront pas soumises à leur entrée dans le territoire de l'autre à des droits de douane ou à des taxes autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus si les marchandises étaient importées directement du pays d'origine. Cette disposition s'appliquera aussi bien aux marchandises en transit direct qu'à celles qui transitent après avoir été ou transbordées ou réemballées dans un entrepôt.

Si une des Hautes Parties Contractantes accorde des avantages plus étendus que ceux prévus par le présent Traité à un pays n'ayant pas accès direct à la mer, tels avantages pourront être limités au pays indiqué.

Art. 17

En ce qui concerne la protection réciproque des brevets d'invention, des échantillons et modèles industriels, des marques commerciales et de fabrique, des noms et raisons industriels, de la propriété littéraire et artistique, les Hautes Parties Contractantes appliqueront sur leur territoire respectif les dispositions des Conventions multilatérales concernant ces matières et dont elles sont signataires.

Il est convenu, en outre, que les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes jouiront, sur le territoire de l'autre, de la même protection que les nationaux pour tout ce qui concerne la propriété lit-

téraire, industrielle, artistique et les marques de commerce et de fabrique, sous condition de remplir les formalités prescrites à ce sujet par la législation intérieure.

Art. 18

Les navires de l'une des Hautes Parties Contractantes seront traités, dans les ports de l'autre, soit à l'entrée, soit pendant leur séjour, soit à la sortie, sur le même pied que les navires de la nation la plus favorisée, et cela tant par rapport aux droits et taxes, quelle qu'en soit la nature ou dénomination, perçus au profit de l'Etat, des communes, corporations industrielles, fonctionnaires publics ou établissements quelconque, que par rapport au placement de ces navires, leurs chargements et déchargements dans les ports, rades, baies, bassins et docks et généralement pour toutes formalités et dispositions quelconques auxquelles peuvent être soumis les navires, leurs équipages et leurs cargaisons.

Art. 19

Les navires de chacune des Hautes Parties Contractantes, entrant dans un des ports de l'autre Partie pour y décharger une partie de leur cargaison provenant de l'étranger, pourront, en se conformant aux lois et règlements du pays, conserver à leur bord la partie de leur cargaison qui serait destinée à un autre port, soit du même pays, soit d'un autre et la réexporter sans être astreints à payer, pour cette dernière partie de leur cargaison, aucun droit de douane sauf ceux de surveillance qui, d'ailleurs, ne pourront être perçus qu'aux taux fixés pour les navires de la nation la plus favorisée.

De même, les navires des deux Parties pourront passer d'un port de l'un des deux Etats dans un ou plusieurs ports du même Etat, pour y composer ou compléter leur chargement destiné à l'étranger, sans payer d'autres droits que ceux auxquels sont ou seront soumis, en pareils cas, les navires de la nation la plus favorisée.

Art. 20

Les ressortissants de l'une des Hautes Parties Contractantes seront libres de faire usage, dans le territoire de l'autre, sous les mêmes conditions et en payant les mêmes taxes que les nationaux, des routes, chaussées et autres, rivières, canaux, écluses, bacs, ponts et pont-tournants, des ports et quais de débarquement pour passagers et marchandises, signaux et feux à désigner les eaux navigables, du pilotage, des grues et bascules, magasins et installations pour le sauvetage et l'emmagasinage de la cargaison des navires et autres objets en tant que ces installations et établissements sont destinés à l'usage du public, qu'ils soient administrés par l'Etat ou par des particuliers.

Réserve faite des règlements particuliers sur les phares et fanaux et sur le pilotage, il ne sera perçu aucune taxe s'il n'a été réellement fait usage de ces installations et établissements.

Art. 21

Tout navire de l'une des Hautes Parties Contractantes qui serait forcé par des tempêtes ou par un accident quelconque de se réfugier dans un port de l'autre Partie, aura la liberté de s'y radouber, de s'y pourvoir de tous les objets qui lui seront nécessaires et de se remettre en mer, sans payer d'autres droits que ceux qui seraient payés en pareils cas par un bâtiment national.

Si cependant le capitaine d'un navire marchand se trouvait dans la nécessité de disposer d'une partie de ses marchandises pour subvenir à ses besoins, il sera tenu de se conformer aux règlements et aux tarifs de l'endroit où il aura abordé.

S'il arrivait qu'un navire de l'une des Hautes Parties Contractantes fît naufrage, échouât ou souffrît quelque avarie sur les côtes de l'autre Partie, celle-ci lui donnera toute assistance et protection comme aux navires de sa propre nation, lui permettant en cas de besoin de déposer à terre ses marchandises, ou même de les transborder sur d'autres navires, sans exiger aucun droit, impôt ou contribution quelconque, à moins qu'elles ne soient livrées à la consommation intérieure et dans ce cas il ne sera perçu de droit, impôt ou contribution autres ou plus élevés que ceux qui seraient perçus pour les cargaisons des navires d'un autre pays jouissant du traitement de la nation la plus favorisée.

Le navire naufragé ou échoué, toutes ses parties ou débris, ses provisions et gréements, et tous les effets et marchandises qui auront été sauvés, y compris ceux qui auraient été jetés à la mer, ou le produit de leur vente, s'ils sont vendus, de même que tous les papiers trouvés à bord d'un tel navire, seront remis au propriétaire ou à ses délégués sur leur réclamation.

A défaut de propriétaire ou d'agent sur les lieux, cette remise se fera entre les mains du Représentant Diplomatique ou bien du Consul Général, Consul, Vice-Consul ou Agent Consulaire, italien ou iranien, dans le ressort duquel le naufrage ou l'échouement aura eu lieu.

Lesdits Agents Diplomatiques ou Consulaires, propriétaires ou Agents ne payeront que les frais occasionnés par le sauvetage et par la conservation des objets sauvés.

Art. 22

La nationalité des navires sera constatée d'après les lois de l'Etat dont le navire relève au moyen des titres et patentes se trouvant à bord, délivrés par les autorités compétentes.

Sauf le cas de vente judiciaire, les navires de l'une des Parties Contractantes ne pourront acquérir la nationalité de l'autre sans une déclaration de retrait de pavillon délivrée par l'autorité de l'Etat dont ils relèvent.

Tant qu'un accord spécial n'est pas conclu pour la reconnaissance respective des certificats de jaugeage, les navires de chacune des Parties Contractantes, mesurés selon des règles basées sur la méthode anglaise (Système Moorson), ne seront assujettis dans les ports de l'autre Partie, pour le payement des droits de navigation, à aucune nouvelle opération de jaugeage, la capacité nette de registre inscrite sur les papiers de bords étant considérée comme équivalant à la capacité nette de registre des navires nationaux.

Art. 23

Dans les cas ci-après énumérés les navires ne jouiront pas du traitement accordé aux navires nationaux et à ceux de la nation la plus favorisée:

a) application des lois spéciales pour la marine marchande nationale, en ce qui concerne les encoura-

gements à l'industrie des constructions navales, et à l'exercice de la navigation, au moyen de primes ou d'autres facilités spéciales;

b) privilèges concédés aux sociétés pour le sport nautique;

c) exercice du service maritime des ports, des rades et des plages, y compris le pilotage, le remorquage, le sauvetage et l'assistance maritime;

d) émigration et transport des émigrants;

e) cabotage qui est réservé aux navires nationaux.

Art. 24.

Aucune des deux Parties Contractantes ne pourra exiger de l'autre Partie le bénéfice du traitement de la nation la plus favorisée en ce qui concerne la matière de l'établissement, de l'exercice du commerce et de l'industrie et de la navigation pour jouir d'avantages plus larges que ceux qu'elle même accorde à l'autre Partie.

Art. 25.

Les dispositions du présent Traité qui accordent un traitement non moins favorable que celui réservé à n'importe quel autre Pays, ne s'étandent pas:

a) aux avantages accordés ou bien qui pourront être accordés à l'avenir de la part de l'une des deux Parties dans le but de faciliter les rapports frontaliers avec les Etats limitrophes;

b) aux avantages dérivant d'une union douanière ou bien d'une zone à libre échange ou d'accords régionaux dejà conclus ou qui pourront être conclus à l'avenir, ainsi qu'aux avantages dérivant d'accords provisoires tendant à la constitution d'unions douanières ou bien de zones à libre échange ou d'accords régionaux;

c) aux avantages spéciaux que l'une des deux Parties a accordés ou bien pourra accorder à l'avenir à des territoires ayant un statut juridique spécial reconnu internationalement ou bien à des territoires conférés ou qui pourront être conférés à cette même Partie en administration fiduciaire;

d) aux avantages accordés actuellement ou qui pourront être accordés à l'avenir par l'Italie au Royaume Uni de Lybie, à la République de San Marino et à l'Etat de la Cité du Vatican;

e) aux privilèges et avantages qu'une des Parties Contractantes accorde ou accorderait en raison de sa participation à une communauté instituée entre plusieur pays et organisant en commun un ou plusieurs secteurs de la production, du commerce ou des services ou assurant leur sécurité.

Art. 26

Les Hautes Parties Contractantes s'engagent à ouvrir, aussitôt que possible, des négociations en vue de conclure un ou plusieurs accords spéciaux pour assurer, dans la plus large mesure possible, aux travailleurs de chacun des deux Pays sur le territoire de l'autre et à leur ayant-droit, l'égalité de traitement avec les nationaux en tout ce qui touche l'application des lois sur la protection du travail, l'assistance médicale et hospitalière et les assurances sociales contre les différents risques.

Art. 27

Au cas où un différend surgirait entre les Hautes Parties Contractantes sur l'interprétation ou l'application du présent Traité et que l'une d'Elles demanderait de le soumettre à l'arbitrage, l'autre Partie devra y consentir, même quant à la question préjudicielle de savoir si la contestation est de nature à être déférée au Tribunal arbitral.

Le Tribunal arbitral sera constitué pour chaque contestation de manière que chacune des Hautes Parties Contractantes nommera, dans le délai d'un mois à partir de la date de réception de la demande d'arbitrage par l'autre Partie, en qualité d'arbitre un de ses ressortissants, et que les deux arbitres ainsi nommés choisiront, dans le délai de deux mois après la notification de la Partie qui à nommé son arbitre la dernière à l'autre, pour troisième arbitre un ressortissant d'un autre Etat ami.

Les Hautes Parties Contractantes pourront convenir d'avance et pour une période déterminée sur la personne qui remplirait, en cas de litige, les fonctions du troisième arbitre. La décision des arbitres sera définitive et aura force obligatoire.

Art 28

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes conformément à leurs règles constitutionnelles respectives et entrera en vigueur après trente jours à dater de l'échange des instruments de ratification qui aura lieu a Téhéran.

Art. 29

Le présent Traité restera en vigueur pendant cinq ans et au cas où l'une des Hautes Parties Contractantes ne l'aurait pas dénoncé six mois avant la date de son expiration par une notification officielle, adressée à l'autre Partie, il sera prorogé, par tacite reconduction, pour la période d'un an. Dès lors le Traité pourra être dénoncé a tout moment, restant, toutefois, en vigueur pendant six mois à dater de la dénonciation.

Art. 30

Le présent Traité est rédigé en double exemplaire en français.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires susnommés ont signé le présent Traité et y ont apposé leurs sceaux.

Fait à Téhéran, le 26 janvier 1955 correspondant au 6 Bahman de l'année 1333.

Pour Sa Majesté Impériale le Chahinchah de l'Iran
ABDOLLAH ENTEZAM

Pour le Président de la République Italienne
VITALIANO CONFALONIERI

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Téhéran, le 26 janvier 1955

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant au Traité de Commerce, d'Etablissement et de Navigation que nous venons de signer aujourd'hui, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement iranien s'engage à négocier avec le

Gouvernement italien un accord douanier, sur la base de réciprocité, ayant pour but l'octroi de facilités tarifaires pour l'importation en Iran des marchandises originaires et en provenance de l'Italie correspondant aux facilités tarifaires conventionnelles consenties par le Gouvernement italien à l'importation en Italie des marchandises originaires et en provenance de l'Iran.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma très haute considération.

ABDOLLAH ENTEZAM

Son Excellence
le Baron Vitaliano CONFALONIERI
Ambassadeur d'Italie - TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

Téhéran, le 26 janvier 1955

Monsieur le Ministre,

Me référant au Traité de Commerce, d'Etablissement et de Navigation que nous venons de signer aujourd'hui, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance que le Gouvernement italien s'engage à négocier avec le Gouvernement iranien un accord douanier, sur la base de réciprocité, ayant pour but l'octroi de facilités tarifaires pour l'importation en Italie des marchandises originaires et en provenance de l'Iran correspondant aux facilités tarifaires conventionnelles consenties par le Gouvernement iranien à l'importation en Iran des marchandises originaires et en provenance de l'Italie.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

VITALIANO CONFALONIERI

Son Excellence
Monsieur Abdollah ENTEZAM
Ministre des Affaires Etrangères TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

MINISTÈRE IMPÉRIAL
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

No. 2216/72120

Téhéran, le 5 février 1955

Monsieur l'Ambassadeur,

Me référant aux stipulations du Traité de Commerce, d'Etablissement et de Navigation entre l'Iran et l'Italie que nous avons signé le 26 janvier 1955, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit et vous prie de bien vouloir me le confirmer.

Au cas ou un Etat situé dans la région du Proche ou du Moyen-Orient méditerranéen adhérerait à une des communautés prévues à l'article 25, lettre *e*), du Traité de Commerce, d'Etablissement et de Navigation entre l'Iran et l'Italie, les deux Parties se communiqueront cette adhésion et chacune d'Elles aura, par conséquent, le droit de procéder à la dénonciation dudit Traité.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération.

ABDOLLAH ENTEZAM
Ministre des Affaires Etrangères

Son Excellence Monsieur
le Baron Giuseppe Vitaliano CONFALONIERI
Ambassadeur Extraordinaire
et Plénipotentiaire de l'Italie - TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

AMBASCIATA D'ITALIA

Téhéran, le 9 février 1955

Monsieur le Ministre,

Vous avez bien voulu, par lettre en date du 5 courant, me communiquer ce qui suit:

« Me référant aux stipulations du Traité de Commerce, d'Etablissement et de Navigation entre l'Iran et l'Italie que nous avons signé le 26 janvier 1955, j'ai l'honneur de vous exposer ce qui suit et vous prie de bien vouloir me le confirmer.

Au cas ou un Etat situé dans la région du Proche ou du Moyen-Orient méditerranéen adhérerait à une des communautés prévues à l'article 25, lettre *e*), du Traité de Commerce, d'Etablissement et de Navigation entre l'Iran et l'Italie, les deux Parties se communiqueront cette adhésion et chacune d'Elles aura, par conséquent, le droit de procéder à la dénonciation dudit Traité.

Veuillez agréer, Monsieur l'Ambassadeur, l'assurance de ma haute considération ».

J'ai l'honneur de vous confirmer l'accord de mon Gouvernement sur ce qui précède.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

G. VITALIANO CONFALONIERI
Ambassadeur d'Italie en Iran

Son Excellence
Monsieur ABDOLLAH ENTEZAM
Ministre des Affaires Etrangères TÉHÉRAN

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica
Il Ministro per gli affari esteri
MARTINO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 17 aprile 1957, n. 402.

Riconoscimento della personalità giuridica della Congregazione delle suore francescane adoratrici della Santa Croce, in Casoria (Napoli).

N. 402. Decreto del Presidente della Repubblica 17 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Congregazione delle suore francescane adoratrici della Santa Croce, in Casoria (Napoli).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° giugno 1957
Atti del Governo, registro n. 106, *foglio n.* 12. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
17 aprile 1957, n. 403.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Gioacchino, in Ateleta (L'Aquila).

N. 403. Decreto del Presidente della Repubblica 17 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di San Gioacchino, in Ateleta (L'Aquila).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1957
Atti del Governo, registro n. 106, *foglio n.* 13. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
17 aprile 1957, n. 404.

Riconoscimento, agli effetti civili, dell'erezione della parrocchia di San Francesco, in frazione Strà del comune di Nibbiano (Piacenza).

N. 404. Decreto del Presidente della Repubblica 17 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuto, agli effetti civili, il decreto dell'Ordinario diocesano di Piacenza in data 11 giugno 1956, integrato con dichiarazione del 13 stesso mese, relativo alla erezione della parrocchia di San Francesco, in frazione Strà del comune di Nibbiano (Piacenza).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1957
Atti del Governo, registro n. 106, *foglio n.* 14. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
17 aprile 1957, n. 405.

Riconoscimento della personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria Addolorata, in Sommatino (Caltanissetta).

N. 405. Decreto del Presidente della Repubblica 17 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Chiesa parrocchiale di Santa Maria Addolorata, in Sommatino (Caltanissetta).

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1957
Atti del Governo, registro n. 106, *foglio n.* 15. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
17 aprile 1957, n. 406.

Riconoscimento della personalità giuridica della Provincia italiana delle religiose francescane Piccole Suore degli Orfani, con sede in Roma.

N. 406. Decreto del Presidente della Repubblica 17 aprile 1957, col quale, sulla proposta del Ministro per l'interno, viene riconosciuta la personalità giuridica della Provincia italiana delle religiose francescane Piccole Suore degli Orfani, con sede in Roma.

Visto, *il Guardasigilli*: MORO
Registrato alla Corte dei conti, addì 1° *giugno* 1957
Atti del Governo, registro n. 106, *foglio n.* 16. — CARLOMAGNO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA
1° febbraio 1957.

Terzo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Cremona.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il decreto luogotenenziale 23 maggio 1918, registrato alla Corte dei conti il 2 luglio 1918, registro n. 7 Lavori pubblici, foglio n. 2737, con il quale fu approvato l'elenco delle acque pubbliche della provincia di Cremona;

Visto il regio decreto 22 febbraio 1940, n. 8380, registrato alla Corte dei conti il 20 marzo 1940, registro n. 6 Lavori pubblici, foglio n. 261, con il quale fu approvato il primo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Cremona;

Visto il regio decreto 29 dicembre 1941, registrato alla Corte dei conti il 15 gennaio 1942, registro n. 1 Lavori pubblici, foglio n. 253, con il quale fu approvato il secondo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Cremona;

Visto lo schema del terzo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Cremona, predisposto dal Ministero dei lavori pubblici, schema che devesi intendere facente parte integrante del presente decreto, comprendente i corsi d'acqua in esso elencati;

Visti gli atti dell'istruttoria esperita su detto schema di elenco disposta con decreto Ministeriale 14 marzo 1950, n. 937, durante la quale furono presentate alcune opposizioni che possono così riassumersi:

1) il comune di Cremona ed il Naviglio civico di Cremona chiedono la cancellazione dei canali Cerchia, Naviglio civico e canale Morbasco n. 16 degli elenchi, perchè era già stata ammessa dal Tribunale delle acque di Milano con sentenza del 1921 (essendosi ritenuti i canoni derivati dai fiumi Oglio e Adda ed incrementati da acque sotterranee) e perchè sarebbe intervenuta una convenzione nel 1929 fra i rappresentanti dei comuni ed i Ministeri dei lavori pubblici e delle finanze per la cancellazione dagli elenchi di questi corsi d'acqua;

2) il Consorzio della roggia Acquarossa (n. 6) richiama le sentenze a proprio favore emesse dal Tribunale delle acque di Milano, dal Tribunale superiore delle acque nel 1922, 1923, 1924 per la cancellazione della roggia dall'elenco delle acque pubbliche della provincia di Cremona, nonchè le decisioni della Cassazione che ha respinto il ricorso del Ministero dei lavori pubblici contro le sentenze stesse, ritenute le roggie alimentate principalmente da fontanili;

3) le roggie Lagazzo, Dardanone, Fontana, Buontempa, Merlo Vecchio, Merlo Giovane, Del Prete, Roggione, Villana (nn. 70, 72, 73, 75, 86, 78, 79, 81, 82) perchè sono alimentate da fontanili e ritengono l'acqua privata e solo sufficiente a soddisfare gli usi esercitati.

4) le roggia Comuna n. 95, Sant'Antonio, Seriolazza n. 109, Polizia n. 112, perchè funzionano solo come vettori di acqua derivata dai corsi d'acqua pubblica iscritti negli elenchi;

5) per il diversivo Acque alte Cidelara Laghetto n. 110, si oppone il Consorzio Cidelara, ritenendo il cavo di natura privata, essendo stato stipulato con il Ministero dei lavori pubblici in data 29 dicembre 1914 una convenzione approvata con decreto Ministeriale 24 marzo 1915, n. 2874, che riconosceva al Consorzio la proprietà di tale diversivo;

6) le roggie Canadella n. 86, Nuova n. 83, Tinta n. 105, Gaiola n. 114, Bensona n. 122, Rione n. 123, Spinadesca n. 124 chiedono la cancellazione per la limitata portata dei canali.

Le stesse ragioni espongono i colatori Cresmiero n. 94 e Galbuggine n. 108 nonchè le roggie Valle e Vallotto n. 126 e Rodano n. 127.

Ritenuto in merito alle dette opposizioni che sono da accogliere:

a) quella della roggia Acquarossa di cui sopra al n. 2) perchè già cancellata dall'elenco principale delle acque pubbliche della provincia di Cremona con decreto reale 23 febbraio 1933 a seguito delle sentenze 18 marzo 1922 del Tribunale delle acque di Milano e 12 dicembre 1933 del Tribunale superiore e non essendo intervenute successivamente variazioni nel regime del canale;

b) quella dei canali Cerchia, Naviglio civico e Morbasco, di cui sopra al n. 1 risultando essi inscritti ai nn. 16 e 17 dell'elenco principale, e non essendo intervenute successivamente variazioni nel regime dei canali;

c) quella di cui sopra al n. 4) con conseguente cancellazione dal detto terzo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Cremona delle roggie Comuna, Sant'Antonio, Seriolazza e Polizia, perchè funzionanti solo come vettori e distributori di acqua derivata da canali pubblici;

che sono, invece, da respingere:

d) quella del canale Acque alte Cidalara Laghetto di cui sopra al n. 5) inquantochè la convenzione richiamata nella domanda ed intesa ad assicurare la proprietà al Consorzio medesimo è risultata inoperante essendo stati eseguiti i lavori come opere pubbliche di bonifica. Il canale risulta quindi intestato al Demanio pubblico dello Stato, pure essendone affidata la consegna al Consorzio per l'esercizio e la manutenzione. Il diversivo che raccoglie coli d'acqua superficiale ed acque freatiche conserva per tutto il percorso i caratteri della pubblicità. Nella descrizione del canale sarà da aggiungere che trattasi di canale di bonifica;

e) quella delle roggie indicate nell'elenco suppletivo ai nn. 70, 72, 75, 76, 78, 79, 81, 82, 83, 86, 105, 114, 122, 123, 124, 94, 108, 126, 127 di cui sopra ai nn. 3 e 6 perchè il fatto d'essere in parte artificiali ed alimentate ed incrementate nella portata con opere eseguite dall'uomo, per captare acque sotterranee, non può fare considerare private le acque scaturienti in esse;

Ritenuto, infine, che sono da aggiungere nello schema del terzo elenco suppletivo le roggie Dordona, Roggione e Villana aventi le caratteristiche per derivazione di acque pubbliche;

Sentito il parere del Consiglio superiore dei lavori pubblici espresso con voto 11 marzo 1955, n. 55-2446;

Visto l'art. 1 del testo unico di leggi sulle acque e sugli impianti elettrici approvato con regio decreto 11 dicembre 1933, n. 1775, e successive disposizioni;

Sulla proposta del Ministro per i lavori pubblici;

Decreta:

Respinte le opposizioni di cui non sia stata fatta ragione nel presente decreto è approvato il terzo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Cremona, giusta l'unito esemplare vistato dal Ministro proponente.

Il Ministro proponente è incaricato della esecuzione del presente decreto.

Dato a Roma, addì 1° febbraio 1957

GRONCHI

ROMITA

Registrato alla Corte dei conti, addì 19 aprile 1957
Registro n. 15 Lavori pubblici, foglio n. 262

Terzo elenco suppletivo delle acque pubbliche della provincia di Cremona

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	FOCE o SBOCCO	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua
1	2	3	4	5
	VERSANTE ADRIATICO			
	I. — *Fiume Adda Influenti di sinistra*			
70	Roggia Lagazzo	Termina dando origine a tre rogge: Dardanona, Di mezzo, Rogetta	Rivolta d'Adda e Spino d'Adda	Tutto il suo corso ed i suoi affluenti.
71	Roggia Tinella. Influente nel n. 72	Roggia Dardanona	Pandine, Spino d'Adda e Dovera	Id.
72	Roggia Dardanona	Roggia Squintana	Comune di Spino d'Adda, Dovera, Lodi (Milano)	Dall'origine al confine con la provincia di Milano (comune di Lodi) e suoi affluenti.
73	Roggia Fontana	Si esaurisce in campagna	Spino d'Adda	Tutto il suo corso ed i suoi affluenti.
74	Roggia Fontanina	Roggia Mozzanica	Id.	Dall'origine al confine con la provincia di Milano (comune di Buffalora d'Adda) e suoi affluenti.
75	Roggia Bontempa	Si esaurisce in campagna	Id.	Tutto il suo corso.
76	Roggia Merlò Vecchio	Id.	Rivolta d'Adda e Spino d'Adda	Tutto il suo corso e suoi affluenti.

Numero d'ordine 1	DENOMINAZIONE (da valle verso monte) 2	FOCE o SBOCCO 3	COMUNI toccati od attraversati 4	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua 5
77	Roggia Fontana del Carpano. Influente nel numero 78	Roggia Merlò Giovane	Rivolta d'Adda e Spino d'Adda	Tutto il suo percorso.
78	Roggia Merlò Giovane	Si esaurisce in campagna	Id.	Tutto il suo corso ed affluenti.
79	Roggia del Prete	Roggia Riola	Spino d'Adda	Tutto il suo corso.
80	Roggia Grandella. Influente nel n. 3	Roggia Tormo	Rivolta d'Adda, Pandino, Dovera	Tutto il suo corso ed affluenti.
81	Roggia Roggione	Roggia Mozzanica	Spino d'Adda	Tutto il suo corso.
82	Roggia Villana. Influente nel n. 2	Fiume d'Adda	Id.	Dall'origine al confine con la provincia di Milano (comune di Boffalora d'Adda).
83	Roggia Nuova. Influente nel n. 84	Roggia Valmarzo o Smarza	Vaiano Cremasco, Bagnolo Cremasco, Chieve	Tutto il suo corso.
84	Roggia Valmarzo o Smarza. Influente nel n. 21 della provincia di Milano	Rio Stagno	Bagnolo Cremasco, Chieve, Casaletto Ceredano	Dall'origine al confine con la provincia di Milano (comune di Abbadia Cerreto)
85	Roggia Sorcino o Roggino o Fontana. Influente nel n. 3	Entra in provincia di Milano (Fiume Adda)	Casaletto Ceredano, Abbadia Cerreto (Milano)	Tutto il suo corso in provincia di Cremona.
86	Roggia Canadella. Influente nel n 87	Roggia Molesa	Bagnolo Cremasco	Tutto il suo corso.
87	Roggia Melesa. Influente nel n. 2	Fiume Adda	Bagnolo Cremasco, Chieve, Casaletto Ceredano, Credera, Rubbiano	Id.
88	Roggia Bodrio. Influente nel n. 2	Id.	Casaletto Ceredano, Credera, Rubbiano	Id.
89	Roggia dei Boschi. Influente nel n. 2	Id.	Credera, Rubbiano	Id.
90	Roggia Videscola Bassa. Influente nel n. 2	Id.	Credera, Rubbiano, Moscazzano	Id.
91	Videscola Alta o Roggia Rolino. Influente nel n. 4	Colatore Canale o Videscola	Id.	Id.
92	Roggia Rodino o Roggino. Influente nel n. 4	Id.	Moscazzano, Credera, Rubbiano	Id.
93	Canale di Bonifica di Rovereto. Influente nel n. 4	Id.	Credera, Rubbiano, Moscazzano	Id.
94	Roggia Cresmiero. Influente nel n. 5	Fiume Serio	Bagnolo, Cremasco, Crema	Tutto il suo corso e affluenti: Rinetto, Cresmierolo, Roggia Rino Fontana.
95	Scaricatore Serio. Morto. Influente nel n. 2	Fiume Adda	Castelleone, Ripalta A., Gombito	Tutto il suo corso.
96	Colatore Lago	Adda (Adda morta)	Gombito	Id.
97	Colatore Fossadone. Influente nel n. 2	Fiume Adda	Gombito, Formigara	Id.
98	Roggia Salvignana	Id.	Formigara, Pizzichettone	Id.
99	Colatore Santa Cristina. Influente nel n. 2	Id.	Pizzichettone	Id.
100	Roggia Gatta Masera. Influente nel n. 2	Id.	Id.	Id.
101	Roggia Ritorto. Influente nel n. 2	Colatore Serio	Castelleone, Soresina, S. Bassano	Tutto il suo corso con gli afflueuti: Colatore Casso e Cavo Tramorsetto.
102	Roggia Ferrarola Bassa	Colatore Roggione	Pizzichettone	Tutto il suo corso.
103	Roggia Ferrarola Alta	Id.	Grumello e Pizzichettone	Id.

II. — *Bacino del fiume Oglio* *Influenti di destra*

Numero d'ordine 1	DENOMINAZIONE (da valle verso monte) 2	FOCE o SBOCCO 3	COMUNI toccati od attraversati 4	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua 5
104	Roggia Tinta. Influente nel n. 27	Fiume Oglio	Soncino, Genivelta, Azzanello, Castelvisconti	Tutto il suo corso e suoi affluenti: Cavo Rizza, Ogliolo, Serioletta ed altri minerari.
105	Colatore Dossello. Influente nel n. 27	Id.	Gabbioneta, Binanuova	Tutto il suo corso.

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	FOCE o SBOCCO	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua
1	2	3	4	5
		Influenti di sinistra		
106	Colatore Pernunzio. Influente nel n. 57	Fiume Mella	Ostiano	Tutto il suo corso
107	Colatore Galbuggine. Influente nel n. 27	Fiume Oglio	Id.	Dal confine con la provincia di Brescia (comune di Pralboino) al suo sbocco nel fiume Oglio.
		Influenti di destra		
108	Diversivo acque alte del Cidalara. Influente nel n. 27	Fiume Oglio	Isola Dovarese	Tutto il suo corso. Canale di bonifica.
109	Colatore Rodoloso. Influente nel n. 53	Colatore Cidalara Laghetto	Drizzona, Piadena	Tutto il suo corso.
110	Canale delle Acque Alte. Influente nel n. 27	Fiume Oglio	Cremona, Scandolara, S. Martino, Solarolo, S. Giovanni in Croce, Casteldidone, Spineda in provincia di Cremona	Dalla sua origine al confine provincia di Mantova ove sbocca in Oglio.
111	Dugale Gaiola. Influente nel n. 38	Dugale Spinospesso	Scandolara, Ravera, Gussola	Tutto il suo corso.
112	Canale diversivo Casalasco. Influente nel n. 38.	Id.	Casalmaggiore	Id.
113	Colatore Dugale. Influente nel n. 35	Scolo Brugnolo e Frassinara	Rivarolo del Re	Id.
114	Canale Brugnolino. Influente nel n. 35	Id.	Id.	Id.
115	Roggia Gambaluccia. Influente nel n. 19	Colatore Gambalina	Casalmaggiore e Rivarolo del Re	Id.
116	Colatore Gambalina. Influente nel n. 32	Dugale Cumola	Rivarolo del Re	Id.
117	Colatore Dugalino. Influente nel n. 32	Id.	Id.	Id.
118	Colatore Fossetta. Influente nel n. 33	Colatore Gambalone o il Cavo	Id.	Id.
		III. — *Bacino del Po* *Influenti di sinistra*		
119	Roggia Benzona. Influente nel n. 15	Colatore Riglio	Annicco, Crumello, Paderno, Acquanegra, Crotta d'Adda	Tutto il suo corso
120	Roggia Rione. Influente nel n. 124	Roggia Spinadesca	Annicco, Paderno, Ossolaro, Sesto ed Uniti, Spinadesco	Id.
121	Roggia Spinadesca. Influente nel n. 15	Colatore Riglio	Casalmorano, Annicco, Soresina, Paderno, Ossolaro, Sesto Cremonese, Spinadesco	Id.
122	Roggia Bisinengo. Influente nel n. 15	Id.	Sesto ed Uniti, Spinadesco	Id.
123	Colatore Valle o Vallotto. Influente nel n. 127	Roggia Rodano	Castelverde, Sesto ed Uniti, Cremona	Id
124	Roggia Rodano. Influente nel n. 16	Morbasco,	Paderno, Ossolaro, Sesto ed Uniti, Castelverde, Cremona	Id.
125	Colatore Fregalino o Boschetto. Influente nel n. 17	Cave Cerca	Cremona	Id.

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	FOCE o SBOCCO	COMUNI toccati od attraversati	LIMITI entro i quali si ritiene pubblico il corso d'acqua
1	2	3	4	5
6	Roggia Acqua Rossa. Influente nel n. 5	Serio	Ripalta Nuova, Carpegnanica, Crema, Bagnolo, Vaiano Cremasco, Palazzo Pignano, Trescorre, Pansino, Torlino e Pieranica	Tutto il suo corso ed affluente Remortizzo.
16	Colatore Morbasco. Influente nel n. 1	Po	Gerre de' Caprioli, Cremona, Due Miglia, Sesto Cremonese, Castelverde, Ossolaro, Casalbuttano e Paderno	Tutto il suo corso.
17	Cavo Cerca. Influente nel n. 16	Morbasco	Gerre de' Caprioli, Cremona	Tutto il suo corso fino all'immissione del Naviglio Civico.

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	FOCE o SBOCCO	CIRCONDARIO
1	2	3	4
	B		
119	Benzona	Riglio	Cremona
122	Bisinengo	Id.	Id.
88	Budrio	Adda	Crema
89	Boschi	Id.	Id.
114	Brugnolino	Frassinara	Casalmaggiore
75	Buontempa	Finisce per esaur.	Crema
	C		
86	Canadella	Melesa	Crema
110	Canale delle Acque Alte	Oglio	Casalmaggiore
94	Cresmiero	Serio	Crema
99	S. Cristina	Adda	Cremona
	D		
72	Dardanova	Squintana	Crema
108	Diversivo Acque Alte Cidalara	Oglio	Cremona
112	Diversivo Casalasco	Spinospesso	Casalmaggiore
105	Dossello	Oglio	Cremona
113	Dugale (II)	Frassinara	Casalmaggiore
117	Dugalino	Cumola	Id.
	F		
103	Ferrarola Alta	Roggione	Cremona
102	Ferrarola Bassa	Id.	Id.
73	Fontana di Spino	Finisce per esaur.	Crema
77	Fontana del Carpano	Merlò Giovane	Id.
74	Fontanina	Mezzanica	Id.
97	Fossadone	Adda	Id.
118	Fossetta	Gambalone	Casalmaggiore
125	Fregalina	Cerca	Cremona
	G		
111	Gaiola	Spinospesso	Casalmaggiore
102	Galbuggine	Oglio	Cremona
116	Gambalina	Cumola	Casalmaggiore
115	Gambaluccia	Gambalina	Id.
80	Gradella	Tormo	Crema
	L		
96	Lago	Adda	Crema
70	Lagazzo	Dardanona	Id.

Numero d'ordine	DENOMINAZIONE (da valle verso monte)	FOCE o SBOCCO	CIRCONDARIO
1	2	3	4
	M		
100	Masera (Gatta)	Adda	Cremona
67	Melesa	Id.	Crema
78	Merlò Giovane	Finisce per esaur.	Id.
76	Merlò Vecchio	Id.	Id.
	N		
83	Nuova	Valmarzo	Crema
	P		
106	Pernunzio	Mella	Cremona
79	Prete (Roggia del)	Riolo	Crema
	R		
124	Rodano	Morbasco	Cremona
92	Rodino	Videscola	Crema
109	Rodoloso	Cidalara-Laghetto	Cremona
81	Roggione di Spino	Mozzanica	Crema
93	Rovereto (Canale bonifica)	Videscola	Id.
120	Rione	Spinadesca	Cremona
101	Ritorno	Serio Morto	Crema-Cremona
	S		
98	Salvignana	Adda	Cremona
95	Scaricatore Serio	Id.	Id.
85	Sorgino	Id.	Crema
121	Spinadesca	Riglio	Crema-Cremona
	T		
71	Tinella	Dardanona	Crema
104	Tinta	Oglio	Cremona
	V		
123	Valletto	Rodano	Cremona
84	Valmarzo	Rio Stagno	Crema
91	Videscola Alta	Videscola	Id.
90	Videscola Bassa	Adda	Id.
82	Villana	Id.	Id.

Visto, *il Ministro*: ROMITA

(3114)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 2 giugno 1957.

Concessione della decorazione dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro ».

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 9 maggio 1901, n. 168, che istituisce l'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Vista la legge 27 marzo 1952, n. 199, sul riordinamento dell'Ordine stesso;

Vista la legge 15 novembre 1952, n. 1793, che modifica la legge n. 199 sopraindicata;

Sentito il Consiglio dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro »;

Sulla proposta del Ministro per l'industria ed il commercio;

Decreta:

Per le singolari benemerenze acquisite nel settore di attività economica a fianco di ciascuno indicato, è concessa la decorazione dell'Ordine cavalleresco « Al merito del lavoro » ai signori:

Astaldi Sante, industria, Lazio;
Balestrieri Mario, credito, Veneto;
Berio Lorenzo, industria, Liguria;
Chiaudano Salvatore, industria, Piemonte;
Converso Mario, industria, Piemonte;
Crespi Mario, industria, Lombardia;
De Angeli Carlo, industria, Lombardia;
Elia Luigi, commercio, Campania;
Falco Stefano, industria, Campania;
Improta Pasquale, industria, Campania;
Lanari Alessio, industria, Marche;
Lombardini Adelmo, industria, Emilia;
Pasquato Michelangelo, industria, Veneto;
Protto Camillo, industria, Lazio;
Riello Pilade, industria, Veneto;
Rossi Antonio, industria, Veneto;
Scacchi Giuseppe, industria, Lombardia;
Seminari Adolfo, industria, Lombardia;
Tremi Giorgio, industria, Toscana;
Valdani Vittorio, industria, Argentina.

Il Ministro per l'industria ed il commercio curerà la trascrizione del presente decreto nell'Albo dell'Ordine.

Dato a Roma, addì 2 giugno 1957

GRONCHI

GAVA

(3667)

DECRETO MINISTERIALE 23 aprile 1957.

Sostituzione di componenti la Commissione permanente per la raccolta degli usi generali del commercio.

IL MINISTRO PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visto l'art. 1 del decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato 27 gennaio 1947, n. 152, contenente nuove norme per la raccolta degli usi generali del commercio;

Vista la legge 13 marzo 1950, n. 115, contenente modificazioni al decreto legislativo suddetto;

Visto il proprio decreto Ministeriale 10 marzo 1955, concernente la istituzione della Commissione speciale permanente per la raccolta degli usi generali del commercio;

Ritenuta l'opportunità di apportare alcune modificazioni nella composizione della Commissione predetta per quanto concerne i membri scelti dal Ministro per l'industria e il commercio;

Decreta:

I signori Capobianco avv. Riccardo e Candioli ragioniere Silvio, scelti dal Ministro per l'industria e il commercio, sono nominati membri della Commissione permanente per la raccolta degli usi generali del commercio in sostituzione dei signori Pino prof. Augusto e Sacco prof. Italo Mario.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 23 aprile 1957

Il Ministro: CORTESE

Registrato alla Corte dei conti, addì 4 giugno 1957
Registro n. 8 Industria e commercio, foglio n. 357. — SCIACCA

(3676)

DECRETO MINISTERIALE 20 marzo 1957.

Concessioni di temporanea importazione.

IL MINISTRO PER LE FINANZE
D'INTESA CON
IL MINISTRO PER IL COMMERCIO CON L'ESTERO

Visto il testo delle disposizioni sulle importazioni ed esportazioni temporanee, approvate con il decreto-legge 18 dicembre 1913, n. 1453, convertito nella legge 17 aprile 1925, n. 473, e le successive modificazioni ed aggiunte;

Visto il regio decreto 6 aprile 1922, n. 547, che approva il regolamento relativo;

Visto il regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito, con modifiche, nella legge 11 aprile 1938, n. 709, che modifica la procedura per le concessioni di importazione ed esportazione temporanea;

Visti i decreti Ministeriali 30 giugno 1956, 10 agosto 1956, 29 settembre 1956, 18 ottobre 1956 e 2 gennaio 1957, registrati alla Corte dei conti rispettivamente il 25 agosto 1956 (registro n. 19, foglio n. 106), il 29 settembre 1956 (registro n. 22, foglio n. 62), il 17 novembre 1956 (registro n. 25, foglio n. 194), il 28 novembre 1956 (registro n. 26, foglio n. 175) ed il 18 febbraio 1957 (registro n. 5, foglio n. 321);

Visto il parere favorevole espresso dal Comitato consultivo per le importazioni ed esportazioni temporanee nella seduta del 15 marzo 1957;

Ricorrendo le condizioni previste dall'art. 1, secondo comma, del regio decreto-legge 27 ottobre 1937, n. 2209, convertito nella legge 11 aprile 1938, n. 709;

Decreta:

E' prorogata, fino alla data controindicata, senza soluzione di continuità con quelle venute a scadere, la validità delle seguenti concessioni di temporanea importazione, istituite o già prorogate con i controsegnati provvedimenti:

CONCESSIONE DA PROROGARE	Provvedimento che prevede la concessione da prorogare	Data di decorrenza della proroga accordata	Data di scadenza della concessione
1. Accessori per macchine da cucire, in serie complete, da riesportare a corredo di macchine da cucire (con validità fino al 2 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 30 giugno 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 249 del 2 ottobre 1956).	3 aprile 1957	2 ottobre 1957
2. Acciaio inossidabile martensitico al carbonio cromo, per la fabbricazione di supporti plantari ortopedici (con validità fino al 2 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	3 aprile 1957	2 ottobre 1957
3. Alcool etilico, per la produzione di polvere di lancio alla nitrocellulosa da riesportare anche se contenuta in munizioni (con validità fino al 2 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 30 giugno 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 249 del 2 ottobre 1956).	3 aprile 1957	2 ottobre 1957
4. Armi e loro parti, per il collaudo e controllo di polveri esplosive e munizioni fabbricate per conto di Stati, Enti o industrie estere (con validità fino al 30 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 10 agosto 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 275 del 30 ottobre 1956).	1° maggio 1957	30 ottobre 1957
5. Autoveicoli completi, per essere modificati e/o trasformati, anche parzialmente, nella carrozzeria (con validità fino al 19 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	20 aprile 1957	19 ottobre 1957
6. Bestiame bovino, carni e sottoprodotti della macellazione di bestiame bovino, freschi, refrigerati, congelati, per la confezione di prodotti in scatola, salati, affumicati o per altre lavorazioni (con validità fino all'11 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 2 gennaio 1957 (*Gazzetta Ufficiale* n. 69 del 15 marzo 1957).	12 aprile 1957	11 luglio 1957
7. Borace, per la produzione di perborato sodico (con validità fino al 28 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	29 aprile 1957	28 ottobre 1957
8. Borato di sodio naturale (borace greggio), per la fabbricazione di borace (con validità fino al 28 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	29 aprile 1957	28 ottobre 1957
9. Burro di cacao, ottenuto dalla spremitura di cacao in grani temporaneamente importato ai sensi della legge 25 maggio 1954, n. 291, per la fabbricazione di cioccolato (con validità fino al 28 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	29 aprile 1957	28 ottobre 1957
10. Cannella, cardamomi e amomi, china corteccia, dittamo cretico, fave tonche, chiodi di garofano, zenzero, macis, noci moscate, pepe, the, vaniglia, nonchè paprika, pimento, semi di senape, polvere di chili e semi di sedano, per essere classificati, eventualmente tagliati e macinati, assortiti e riconfezionati (con validità fino al 19 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	20 aprile 1957	19 ottobre 1957
11. Carta al difenile « crown zellerbach », per l'avvolgimento di agrumi (con validità fino al 30 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 10 agosto 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 275 del 30 ottobre 1956).	1° maggio 1957	30 ottobre 1957
12. Cellophane tipo zenith, in fogli e in nastri, pure avvolti in bobine, per la fabbricazione di trecce per cappelli e di cappelli (con validità fino al 2 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	3 aprile 1957	2 ottobre 1957
13. Celluloide greggia in massa, tubi, bacchette, lastre e fogli, per la fabbricazione di bottoni, pettini, forcelle da testa ed altri lavori (con validità fino al 28 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	29 aprile 1957	28 ottobre 1957
14. Cloruro di etile e bromuro di etilene, per la fabbricazione di etilfluido, miscela al piombo tetraetile (con validità fino al 6 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	7 aprile 1957	6 ottobre 1957
15. Ferro tondo trafilato, dello spessore da mm. 1,8 a mm. 4,2, per la fabbricazione di catene dei tipi speciali « dog chains » e « ship chains » (con validità fino al 25 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	26 aprile 1957	25 ottobre 1957
16. Filati di cotone, di titolo pari o superiore a 75.000 metri per ½ Kg., per la fabbricazione di tessuto di puro cotone tipo popeline finissimo (con validità fino al 20 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	21 aprile 1957	20 ottobre 1957

CONCESSIONE DA PROROGARE	Provvedimento che prevede la concessione da prorogare	Data di decorrenza della proroga accordata	Data di scadenza della concessione
17. Internegativi (secondi negativi ricavati con procedimenti speciali per la stampa di copie a colori di films), con o senza copia guida positiva originale per ciascun film e per ciascun tipo di formato di edizione del film stesso, occorrenti alla stampa delle copie di films, dei quali sia stata già importata a titolo definitivo la copia di lavorazione (con validità fino al 10 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 18 ottobre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 7 del 9 gennaio 1957).	11 aprile 1957	10 ottobre 1957
18. Lamiere di ferro stagnate (banda stagnata), tagliate a misura, comprese le striscie e i ritagli, per la confezione di barattoli destinati ad essere impiegati per l'inscatolamento dei prodotti conservati (con validità fino al 2 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	3 aprile 1957	2 ottobre 1957
19. Lana pettinata, per essere tinta per conto di committenti esteri (con validità fino al 25 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	26 aprile 1957	25 ottobre 1957
20. Legno comune greggio e/o segato, per la fabbricazione di imballaggi (con validità fino al 2 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	3 aprile 1957	2 ottobre 1957
21. Legno in tronchi, squadrato o segato per il lungo, per essere segato e/o piallato (con validità fino al 10 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	11 aprile 1957	10 ottobre 1957
22. Nastri di ferro e/o acciaio laminati a freddo e/o caldo; barre o verghe profilate, trafilate, di ferro o di acciaio, per la costruzione di serrande avvolgibili, cancelletti estensibili ed ogni tipo di infissi e chiusure metalliche per l'edilizia (con validità fino al 6 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	7 aprile 1957	6 ottobre 1957
23. Oggetti in genere, per essere ramati, cromati, nichelati, o altrimenti rivestiti di metalli (con validità fino al 30 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 10 agosto 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 275 del 30 ottobre 1956).	1° maggio 1957	30 ottobre 1957
24. Pellicola vergine negativa, sia a colori, sia in bianco e nero, e nastro magnetico, per la ripresa di films (con validità fino al 6 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	7 aprile 1957	6 ottobre 1957
25. Piombo, in pani e in rottami, per la fabbricazione di acetato di piombo e di arseniato di piombo (con validità fino al 19 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	20 aprile 1957	19 ottobre 1957
26. Ramiè greggio, per la trasformazione in ramiè pettinato, destinato alla fabbricazione di trecce e cappelli di racello o racellame (con validità fino al 25 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	26 aprile 1957	25 ottobre 1957
27. Smalti vitrei in graniglia e in polvere, per la fabbricazione di articoli di ferro e di acciaio smaltati (con validità fino al 13 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	14 aprile 1957	13 ottobre 1957
28. Tessuti a maglia di nylon e tessuti a maglia di rayon, anche misti con altre fibre tessili, per la confezione di guanti (con validità fino al 28 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	29 aprile 1957	28 ottobre 1957
29. Tessuto di cotone, imbianchito, tinto, colorato e ricoperto di appretto elastico, per la fabbricazione di fiori artificiali (con validità fino al 2 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 30 giugno 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 249 del 2 ottobre 1956).	3 aprile 1957	2 ottobre 1957
30. Tessuto gommato in dischi (fondini per cappelli), per l'applicazione nell'interno di cappelli (con validità fino al 7 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	8 aprile 1957	7 ottobre 1957
31. Tuorlo d'uovo, congelato e/o in polvere, per essere impiegato nella fabbricazione di specialità alimentari (con validità fino al 17 aprile 1957).	Decreto Ministeriale 29 settembre 1956 (*Gazzetta Ufficiale* n. 317 del 17 dicembre 1956).	18 aprile 1957	17 ottobre 1957

Art. 2.

Dalla data di entrata in vigore del presente decreto la concessione di cui al punto 11 del precedente art. 1 è modificata, senza più limiti di contingente, per « carta al difenile « crown », in bobine od in fogli, per l'avvolgimento di agrumi da esportare ».

Art. 3.

Il presente decreto sarà registrato alla Corte dei conti ed entrerà in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 marzo 1957

Il Ministro per le finanze
ANDREOTTI

Il Ministro per il commercio con l'estero
MATTARELLA

Registrato alla Corte dei conti, addì 22 maggio 1957
Registro n. 14 *Finanze, foglio n.* 94. — BENNATI

(3645)

DECRETO MINISTERIALE 7 maggio 1957.

Sostituzione di un membro del Consiglio di amministrazione della Cassa nazionale di assistenza e previdenza fra gli autori drammatici.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 20 ottobre 1951, con il quale è stato concesso il riconoscimento giuridico alla Cassa nazionale di assistenza e previdenza fra gli autori drammatici e ne è stato approvato il relativo statuto;

Visti gli articoli 6 e 7 dello statuto della Cassa predetta, approvato con il suddetto decreto 20 ottobre 1951;

Visto il proprio decreto 18 giugno 1955, concernente la ricostituzione del Consiglio di amministrazione della Cassa di cui trattasi;

Vista la nota n. 550/GL.as del 25 gennaio 1957, con la quale la Cassa nazionale di assistenza e previdenza fra gli autori drammatici, comunicando le dimissioni del membro del Consiglio di amministrazione della Cassa stessa dott. Cesare Vico Lodovici, designa in sua sostituzione il dott. Tullio Pinelli già prescelto dall'assemblea generale dei soci dell'Ente nella riunione del 16 aprile 1955;

Considerata la necessità di procedere alla sostituzione anzidetta;

Decreta:

Il dott. Tullio Pinelli è nominato membro del Consiglio di amministrazione della Cassa nazionale di assistenza e previdenza fra gli autori drammatici in sostituzione del dott. Cesare Vico Lodovici, dimissionario.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 maggio 1957

Il Ministro: VIGORELLI

(3620)

DECRETO MINISTERIALE 20 maggio 1957.

Iscrizione nella tariffa generale dei tabacchi lavorati esteri del sigaro cubano denominato « Chicos ».

IL MINISTRO PER LE FINANZE

Visto la legge 17 luglio 1942, n. 907, sul monopolio dei sali e dei tabacchi, e successive modificazioni;

Sentito il Consiglio di amministrazione dei Monopoli di Stato nella seduta del 9 aprile 1957;

Decreta:

Con effetto dal 16 giugno 1957 viene iscritto nella tariffa generale di vendita dei tabacchi lavorati esteri il sottoindicato tipo di sigaro cubano e ne viene fissato come segue il prezzo di vendita al pubblico:

Sigaro « Chicos » Lit. 50.000 il kg. convenzionale.

Il presente decreto sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione e pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 20 maggio 1957

Il Ministro: ANDREOTTI

Registrato alla Corte dei conti, addì 3 giugno 1957
Registro n. 2 *Monopoli, foglio n.* 266. — TAFURI

(3644)

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1957.

Autorizzazione al Credito Mesagnese, società per azioni, con sede in Mesagne (Brindisi), a compiere operazioni di credito agrario di esercizio nel comune di Latiano.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, 20 gennaio 1948, n. 10, e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Vista la domanda del Credito Mesagnese, società per azioni, con sede in Mesagne (Brindisi);

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il Credito Mesagnese, società per azioni, con sede in Mesagne (Brindisi), è autorizzato a compiere nel territorio del comune di Latiano le operazioni di credito agrario di esercizio previste dall'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme e alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1957

Il Ministro: MEDICI

(3607)

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1957.

Conferma del presidente del Consorzio nazionale per il credito agrario di miglioramento, con sede in Roma, e dei membri del Comitato esecutivo del Consorzio stesso.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928 e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, 20 gennaio 1948, n. 10, e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto lo statuto del Consorzio nazionale per il credito agrario di miglioramento, istituto di diritto pubblico con sede in Roma, approvato con proprio decreto in data 9 gennaio 1951 e modificato con propri decreti in data 25 marzo 1952, 3 novembre 1952 e 1° dicembre 1952;

Visto il proprio decreto 28 luglio 1954, con il quale il prof Giordano Dell'Amore venne nominato presidente del predetto Consorzio e i signori: dott. Carlo Bazan, dott. Alfredo Benincore, dott. Emanuele Cortis, marchese ing. Giuseppe Della Chiesa, prof. Eliseo Jandolo e prof. Paolo Ricaldone furono nominati membri del Comitato esecutivo del Consorzio medesimo;

Viste le deliberazioni assunte dall'assemblea ordinaria degli enti partecipanti al Consorzio nella riunione del 16 aprile 1957;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

Il prof. Giordano Dell'Amore è confermato presidente del Consorzio nazionale per il credito agrario di miglioramento, con sede in Roma, per gli esercizi 1957-59.

I signori dott Carlo Bazan, dott. Alfredo Benincore, dott. Emanuele Cortis, marchese ing. Giuseppe Della Chiesa, prof. Eliseo Jandolo e prof. Paolo Ricaldone, sono confermati membri del Comitato esecutivo del predetto Consorzio. Essi dureranno nella carica sino a quando non saranno scaduti da quella di consigliere di amministrazione del Consorzio.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1957

Il Ministro: MEDICI

(3604)

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1957.

Nomina del liquidatore della Cassa rurale di prestiti « Maria SS.ma della Rocca », di Alessandria della Rocca (Agrigento).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, 20 gennaio 1948, n. 10, e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 27 giugno 1952, n. 1133, relativo alle norme di attuazione dello Statuto siciliano in materia di credito e risparmio;

Vista la deliberazione assembleare del 29 gennaio 1933 debitamente perfezionata nei modi di legge, con la quale fu disposto lo scioglimento anticipato e la conseguente messa in liquidazione della Cassa rurale di prestiti « Maria SS.ma della Rocca », di Alessandria della Rocca (Agrigento);

Visto il proprio decreto in data 3 dicembre 1955, relativo alla nomina dell'avv. Francesco Pillitteri a liquidatore della suddetta azienda ai sensi dell'art. 86-*bis* del su citato regio decreto-legge n. 375;

Considerato che il predetto liquidatore ha declinato l'incarico affidatogli e che occorre pertanto provvedere alla di lui sostituzione;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito e il risparmio;

Decreta:

L'avv. Filippo Pillitteri fu Michelangelo è nominato liquidatore della Cassa rurale di prestiti « Maria Santissima della Rocca », di Alessandria della Rocca (Agrigento), ai sensi dell'art. 86-*bis* del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni in sostituzione dell'avv. Francesco Pillitteri.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1957

Il Ministro: MEDICI

(3616)

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1957.

Nomina del liquidatore della Cassa rurale di prestiti « Maria SS.ma degli Infermi », di Raffadali (Agrigento).

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, modificato con le leggi 7 marzo 1938, n. 141, 7 aprile 1938, n. 636, e 10 giugno 1940, n. 933;

Visti i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, 20 gennaio 1948, n. 10, e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica in data 27 giugno 1952, n. 113, relativo alle norme di attuazione dello Statuto siciliano in materia di credito e risparmio;

Visto il decreto Ministeriale 26 settembre 1935, numero 1200, col quale fu disposto lo scioglimento anticipato e la conseguente messa in liquidazione della Cassa rurale di prestiti « Maria SS.ma degli Infermi », di Raffadali (Agrigento);

Visto il proprio decreto in data 3 dicembre 1955, relativo alla nomina dell'avv. Francesco Pillitteri a liquidatore della suddetta azienda, ai sensi dell'articolo 86-*bis* del su citato regio decreto-legge n. 375;

Considerato che il predetto liquidatore ha declinato l'incarico affidatogli e che occorre pertanto provvedere alla di lui sostituzione;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito e il risparmio;

Decreta:

L'avv. Filippo Pillitteri fu Michelangelo è nominato liquidatore della Cassa rurale di prestiti « Maria SS.ma degli Infermi », di Raffadali (Agrigento), ai sensi dell'art. 86-*bis* del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni in sostituzione dell'avv. Pillitteri.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1957

Il Ministro: MEDICI

(3617)

DECRETO MINISTERIALE 28 maggio 1957.

Autorizzazione all'Istituto bancario San Paolo di Torino, con sede in Torino, a compiere operazioni di credito agrario di esercizio in tutto il territorio delle Provincie piemontesi e della Val d'Aosta nonchè nel territorio di alcuni Comuni delle provincie di Genova, Imperia, Savona e Pavia.

IL MINISTRO PER IL TESORO

Visti i regi decreti-legge 29 luglio 1927, n. 1509, e 29 luglio 1928, n. 2085, convertiti, rispettivamente, nelle leggi 5 luglio 1928, n. 1760, e 20 dicembre 1928, n. 3130, nonchè il regolamento per l'esecuzione del suddetto regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, approvato con decreto Ministeriale 23 gennaio 1928, e modificato con decreto del Capo del Governo 26 luglio 1937;

Visti il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e le successive modificazioni ed integrazioni, nonchè i decreti legislativi 17 luglio 1947, n. 691, 20 gennaio 1948, n. 10, e la legge 22 dicembre 1956, n. 1589;

Vista la domanda dell'Istituto bancario San Paolo di Torino, istituto di credito di diritto pubblico, con sede in Torino;

Sentito il Comitato interministeriale per il credito ed il risparmio;

Decreta:

L'Istituto bancario San Paolo di Torino, istituto di credito di diritto pubblico, con sede in Torino, è autorizzato a compiere le operazioni di credito agrario di esercizio previste dall'art. 2 del regio decreto-legge 29 luglio 1927, n. 1509, convertito nella legge 5 luglio 1928, n. 1760, con le norme e alle condizioni dettate dallo stesso regio decreto-legge e dal relativo regolamento, in tutto il territorio delle Provincie piemontesi e della Val d'Aosta, nonchè nel territorio dei seguenti comuni:

Bargagli, Bogliasco, Borzonasca, Campomorone Carasco, Ceranesi, Chiavari, Cogorno, Davagna, Genova, Lavagna, Leivi, Lumarzo, Mele, Messanego, Mignanego, Mocònesi, Ne, San Colombano Certenoli, Santolcese, Serra Riccò, Sori, Tribogna, Uscio, Zoagli, in provincia di Genova;

Airole, Apricale, Camporosso, Ceriana, Chiusavecchia, Civezza, Diano Arentino, Diano Castello, Diano Marina, Diano San Pietro, Dolceacqua, Dolcedo, Imperia, Isolabona, Olivetta San Michele, Perinaldo, Pontedassio, Prelà, San Biagio della Cima, San Lorenzo al Mare, Sanremo, Seborga, Soldano, Vallebona, Vallecrosia, Vasia, Ventimiglia, in provincia di Imperia;

Alassio, Albenga, Albissola Superiore, Andora, Arnasco Balestrino, Borgio Verezzi, Calice Ligure, Casanova Lerrone, Cisano sul Neva, Garlenda, Giustènice, Laigueglia, Loano, Ortovero, Quiliano, Savona, Testico, Toirano, Tovo San Giacomo, Varazze, Vendone, Villanova d'Albenga, in provincia di Savona;

Alagna, Albonese, Barbianello, Bastida dei Dossi, Borgo San Siro, Campospinoso, Canneto Pavese, Carbonara al Ticino, Castello d'Agogna, Castelnovetto, Cergnago, Cerreto Lomellina, Cervesina, Corana, Cornale, Cozzo, Montalto Pavese, Montebello, Mornico Losana, Nicorvo, Olèvamo di Lomellina, Parona, Pinarolo Po, Pizzale, Redavalle, Retorbido, Robecco Pavese, Rosasco, San Cipriano Po, San Genesio ed Uniti, San Martino Siccomario, Sant'Angelo Lomellina, Silvano Pietra, Torre Beretti e Castellaro, Torre d'Isola, Travacò Siccomario, Villanova d'Ardenghi e Zerbolò, in provincia di Pavia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 28 maggio 1957

Il Ministro: MEDICI

(3609)

ORDINANZA DELL'ALTO COMMISSARIO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA 6 giugno 1957.

Importazione di carni bovine e suine dalla Francia.

L'ALTO COMMISSARIO
PER L'IGIENE E LA SANITA' PUBBLICA

Vista la propria ordinanza 21 febbraio 1957, con la quale veniva vietata l'importazione di ruminanti, suini e delle loro carni fresche, refrigerate e congelate dalla Francia;

Tenuti presenti gli accordi intervenuti in merito con le competenti autorità francesi;

Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265;

Visto il regolamento di polizia veterinaria, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 8 febbraio 1954, n. 320;

Ordina:

Art. 1.

A parziale deroga di quanto disposto con ordinanza 21 febbraio 1957, viene consentita la importazione dalla Francia di carni di ruminanti e suini, fresche, refrigerate e congelate, purchè destinate a stabilimenti per la preparazione di carni in scatola e per la confezione di insaccati cotti.

A tal fine gli interessati dovranno rivolgere domanda all'Alto Commissariato per l'igiene e la sanità pubblica che rilascerà la relativa autorizzazione.

Art. 2.

La presente ordinanza sarà pubblicata nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana ed avrà immediata applicazione.

Roma, addì 6 giugno 1957

L'Alto Commissario: MOTT

(3675)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

PRESIDENZA DEL CONSIGLIO DEI MINISTRI

ALTO COMMISSARIATO PER L'IGIENE E LA SANITÀ PUBBLICA

Autorizzazione alla fondazione Ospedale provinciale « A. di Summa » di Brindisi ad istituire una Scuola per assistenti sanitarie visitatrici.

Con decreto n. 370.60940, in data 16 maggio 1957, dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica, di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, la fondazione Ospedale provinciale « A. di Summa » di Brindisi è autorizzata ad istituire una Scuola per assistenti sanitarie visitatrici annessa alla già esistente Scuola convitto per infermiere professionali. Con lo stesso decreto sono approvate le conseguenti modifiche al regolamento della Scuola convitto per infermiere professionali.

(3652)

Autorizzazione all'Associazione Italiana della Croce Rossa ad istituire in Chieti una Scuola convitto per infermiere professionali.

Con decreto n. 370.63804, in data 18 maggio 1957, dell'Alto Commissario per l'igiene e la sanità pubblica, di concerto con il Ministro per la pubblica istruzione, l'Associazione Italiana della Croce Rossa è autorizzata ad istituire in Chieti una Scuola convitto per infermiere professionali. Con lo stesso decreto è approvato il regolamento interno della Scuola.

(3653)

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

Concessioni di exequatur

In data 10 maggio 1957 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Lucio Iginio Zanon, Console onorario della Repubblica di Liberia a Torino, con giurisdizione sul Piemonte.

(3531)

In data 10 maggio 1957 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. dott. Ernesto Valdivieso Chiriboga, Console generale dell'Equatore a Genova.

(3536)

In data 10 maggio 1957 il Presidente della Repubblica ha concesso l'exequatur al sig. Amédée Drouilhet de Sigalas, Console di Francia a Trieste.

(3537)

MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA

Cessazione di notai dall'esercizio

Agli effetti dell'art. 58 n. 2, della legge sul notariato 16 febbraio 1913, n. 89, si porta a conoscenza che, con decreto del Presidente della Repubblica 24 maggio 1957 in corso di registrazione alla Corte dei conti, i sottoindicati notai sono stati dispensati dall'ufficio per limite di età, con effetto dalle date per ciascuno di essi indicate, in applicazione degli articoli 7 della legge 6 agosto 1926, n. 1365, e 37 a 39 del regio decreto 14 novembre 1926, n. 1953:

Cali Ferdinando, residente nel comune di Narni, distretto notarile di Terni, il 1° luglio 1957;

Corvetto Tomaso, residente nel comune di Sinnai, distretto notarile di Cagliari, il 10 luglio 1957.

(3678)

MINISTERO DELLA MARINA MERCANTILE

Esito di ricorso

Con decreto del Presidente della Repubblica 28 febbraio 1957, registrato alla Corte dei conti il 27 maggio 1957, registro n. 3 Marina mercantile, foglio n. 130, è stato dichiarato irricevibile il ricorso straordinario al Capo dello Stato prodotto dal signor Barsanti Benvenuto in data 17 aprile 1956 avverso il provvedimento 19 ottobre 1955, con il quale il Ministero della marina mercantile, disattendendo una sua istanza diretta ad ottenere per l'anno 1955 la proroga di una concessione di suolo demaniale a Viareggio, già assentitagli, dispose di assegnare alla ditta Veleria Puosi parte della zona stessa.

(3658)

Trasferimento dal pubblico Demanio marittimo ai beni patrimoniali dello Stato di un'area demaniale sita sulla costiera di Porto Ercole.

Con decreto del Ministro per la marina mercantile di concerto con il Ministro per le finanze, in data 16 maggio 1957, è stata dismessa dal pubblico Demanio marittimo e trasferita ai beni patrimoniali dello Stato la zona di mq. 9, sita sulla costiera di Porto Ercole, riportata in catasto al foglio n. 83, particella n. 156-*b*, del comune di Porto Ercole.

(3657)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Autorizzazione all'Associazione nazionale bachicoltori ad acquistare un immobile, sito in Treviso

Con decreto del Presidente della Repubblica 19 febbraio 1957, registrato alla Corte dei conti il 23 maggio 1957, registro Agricoltura e foreste n. 11, foglio n. 394, sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per l'agricoltura e per le foreste, l'Associazione nazionale bachicoltori è stata autorizzata ad acquistare un immobile, sito in Treviso.

(3554)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione delle indennità e interessi dovuti per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria.

Con decreti Ministeriali in data 12 aprile 1957, sono state determinate in via definitiva le indennità e i relativi interessi per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà all'Ente per lo sviluppo dell'irrigazione e la trasformazione fondiaria in Puglia e Lucania Sezione speciale per la riforma fondiaria, in forza dei decreti Presidenziali a fianco di ciascuna indicati.

Le predette indennità ed interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal competente Tribunale, ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230, 1 della legge 21 marzo 1953, n. 224, osservate le norme di cui agli articoli 5 e 8 della legge 15 marzo 1956, n. 156.

L'avviso di cui all'art. 5, primo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156, concernente la determinazione delle predette indennità e la decorrenza dei relativi interessi è stato pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 34, del 7 febbraio 1957 e n. 35 dell'8 febbraio 1957.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Comune di ubicazione dei terreni espropriati	Superficie espropriata	Decreto Presidenziale di espropriazione		Gazzetta Ufficiale		Decreto Ministeriale liquidazione indennità e interessi	Registrazione alla Corte dei conti	Reg. Agricolo		Ammontare indennità arrotondato (capitale nominale)	Ammontare interessi arrotondato (capitale nominale)	Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria	TESORERIA
			Ha.	N.	Data	N.	Data	in data 12-4-1957 N.	Data	N.	Foglio	L.	L.		
	Ente Puglia e Lucania														
1	CATALANO Nicola fu Giuseppe	Castellaneta	55.72.33	3015	29-11-52	9 s. o.	13- 1-53	2726/630	10- 5-57	10	369	3.065.000	580.000	Banco di Napoli Sede di Bari	Bari
2	CATALANO Pietro fu Giuseppe	Castellaneta	33.83.32	3362	18-12-52	14 s. o. 1	19- 1-53	2727/631	10- 5-57	10	370	2.255.000	380.000	Id.	Id.
3	DELL'AGLI Rosalia fu Corrado	Genzano	12.52.22	2013	19-11-52	294 s. o. 1	19-12-52	2728/632	10- 5-57	10	371	1.180.000	225.000	Id.	Id.
4	DELLI SANTI CIMAGLIA GONZAGA Luigi fu Francesco	Poggio Imperiale	1.65.02	4317	28-12-52	19 s. o. 6	24- 1-53	2729/633	10- 5-57	10	372	165.000	25.000	Id.	Id.
5	DIONE Pietro fu Pantaleo e DIONE Antonio di Pietro	Palagianello	16.59.72	2051	19-11-52	294 s. o. 2	19-12-52	2732/636	10- 5-57	10	373	1.325.000	255.000	Id.	Id.
6	LORETO Maria-Rosaria di Gerardo	Irsina	12.34.33	2115	19-11-52	294 s. o. 3	19-12-52	2736/640	10- 5-57	10	374	665.000	125.000	Id.	Id.
7	LUBELLI Raffaela fu Francesco	Otranto	17.79.50	2535	29-11-52	6 s. o.	9- 1-53	2738/642	10- 5-57	10	375	1.085.000	195.000	Id.	Id.
8	MAZZILLI Emilio fu Raffaele	San Severo	18.66.87	2540	29-11-52	6 s. o.	9- 1-53	2739/643	10- 5-57	10	376	2.085.000	360.000	Id.	Id.
9	MENNUNI Domenico fu Eduardo	Genzano	106.36.92	1728	3-10-52	278 s. o.	1-12-52	2740/644	10- 5-57	10	377	3.835.000	745.000	Id.	Id.
10	MENNUNI Federico fu Eduardo	Genzano	33.39.56	2133	19-11-52	294 s. o. 3	19-12-52	2741/645	10- 5-57	10	378	3.175.000	600.000	Id.	Id.
11	PAOLICELLI Raffaele di Nicola	Apricena	9.70.41	3436	18-12-52	14 s. o. 2	19- 1-53	2742/646	10- 5-57	10	379	1.080.000	190.000	Id.	Id.
12	PASANISI Gennaro fu Raffaele	Avetrana	31.79.69	2550	29-11-52	6 s. o.	9- 1-53	2743/647	10- 5-57	10	380	2.520.000	430.000	Id.	Id.
13	PEDONE Michele di Antonio	Manfredonia	29.92.95	2552	29-11-52	6 s. o.	9- 1-53	2744/648	10- 5-57	10	381	1.720.000	290.000	Id.	Id.
14	PELLEGRINI Artemia ed Attilio fu Antonio	Troia	14.28.63	3745	27-12-52	16 s. o. 2	21- 1-53	2745/649	10- 5-57	10	382	1.595.000	305.000	Id.	Id.
15	PETTERUTI-ROMANO Angiola di Corrado, maritata ANSELMI	Larino	30.37.39	3491	27-12-52	14 s. o. 3	19- 1-53	2746/650	10- 5-57	10	383	3.830.000	645.000	Id.	Id.
16	QUAGLIETTA Massimo fu Michele	Montemilone	38.26.32	938	25- 6-52	173 s. o.	28- 7-52	2749/653	10- 5-57	10	384	4.070.000	875.000	Id.	Id.
17	RICCIARDELLI Fausta di Giovanni	San Giovanni Rotondo	6.39.84	2194	19-11-52	295 s. o. 1	20-12-52	2750/654	10- 5-57	10	385	660.000	120.000	Id.	Id.
18	RIPANDELLI Decio fu Ascanio	Candela	55.39.76	3755	27-12-52	16 s. o. 2	21- 1-53	2751/655	10- 5-57	10	386	2.810.000	485.000	Id.	Id.
19	TALIA Isidoro di Michele-Potito	Ascoli Satriano	20.43.07	807	27- 5-52	162 s. o.	15- 7-52	2754/658	10- 5-57	10	387	1.535.000	330.000	Id.	Id.
20	VITELLI Rosa-Antonia fu Giuseppe	Pisticci	4.38.88	3311	18-12-52	13 s. o. 5	17- 1-53	2757/661	10- 5-57	10	388	460.000	75.000	Id.	Id.

Roma, addì 22 maggio 1957

Visto, p. *il Ministro* BOTTALICO

(3391)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

RIFORMA FONDIARIA

Determinazione di interessi relativi ad indennità liquidate per i terreni espropriati in applicazione delle leggi di riforma fondiaria

Con decreti Ministeriali in data 9 aprile 1957, sono stati determinati gli interessi relativi alle indennità liquidate per i terreni espropriati nei confronti delle ditte di cui all'unito elenco vistato e trasferiti in proprietà agli Enti e Sezioni di riforma fondiaria.

I predetti interessi vengono corrisposti in titoli del Prestito per la riforma fondiaria, emessi in forza dell'art. 18 della legge 21 ottobre 1950, n. 841, con gli arrotondamenti di cui all'art. 1 della legge 11 febbraio 1952, n. 70, richiamata dall'art. 6, ultimo comma, della legge 15 marzo 1956, n. 156.

I titoli di cui sopra vengono depositati presso gli Istituti di credito per ciascuna ditta specificati nell'elenco medesimo e saranno svincolati dal tribunale competente ai sensi del combinato disposto degli articoli 9 della legge 12 maggio 1950, n. 230 e 1 della legge 21 marzo 1952, n. 224.

Numero d'ordine	DITTA ESPROPRIATA	Decreto Presidenziale di espropriazione		Decreto Presidenziale di liquidazione indennità			Decreto Ministeriale liquidazione interessi				Ammontare indennità arrotondato (capitale nom.)	Ammontare interessi arrotondato (capitale nom.)	Istituto presso cui vengono depositati i titoli del Prestito per la riforma fondiaria		TESORERIA
					Gazzetta Ufficiale		in data 9-4-1957	Registrazione alla Corte dei conti							
									Reg. Agr.						
		Data	N.	Data	N.	Data	N.	Data	N.	Foglio	L.	L.			
	Ente Puglia e Lucania														
1	ACITO Antonio Vincenzo fu Giuseppe	2- 4-52	307	15- 7-54	227	2-10-54	3065/969	22- 5-57	11	322	2.260.000	240.000	Banco di Napoli	Sede di Bari	Bari
2	AGLIETA Savino fu Francesco	2- 4-52	309	18- 6-54	203	4- 9-54	3067/971	22- 5-57	11	324	1.090.000	115.000	Id.	Id.	Id.
3	AGLIETA Michele fu Giuseppe	14- 5-52	478	18- 6-54	203	4- 9-54	3066/970	22- 5-57	11	323	8.120.000	805.000	Id.	Id.	Id.
4	ARANEO Erminia fu Enrico	2- 4-52	324	17- 5-55	177	3- 8-55	3068/972	22- 5-57	11	325	2.515.000	395.000	Id.	Id.	Id.
5	BISCEGLIA Antonio fu Lorenzo	2- 4-52	315	24- 8-54	254	5-11-54	3069/973	22- 5-57	11	326	11.600.000	1.250.000	Id.	Id.	Id.
6	CALCAGNO Diego fu Emanuele	14- 5-52	480	26- 4-54	179	7- 8-54	3070/974	22- 5-57	11	327	14.410.000	1.425.000	Id.	Id.	Id.
7	CAMASTA Michele fu Luca	2- 4-52	312	14- 9-54	281	7-12-54	3071/975	22- 5-57	11	328	1.325.000	140.000	Id.	Id.	Id.
8	D'ERCOLE Antonio fu Pasquale	14- 5-52	483	18- 6-54	203	4- 9-54	3072/976	22- 5-57	11	329	905.000	80.000	Id.	Id.	Id.
9	FRIULI Carlo Stefano fu Tommaso	14- 5-52	485	4-12-54	75	1- 4-55	3073/977	22- 5-57	11	330	23.235.000	2.760.000	Id.	Id.	Id.
10	FRIULI Luisa fu Carlo	14- 5-52	486	2- 3-54	106	10- 5-54	3074/978	22- 5-57	11	331	7.775.000	1.115.000	Id.	Id.	Id.
11	FRIULI Rachele fu Carlo	14- 5-52	487	14- 9-54	290	18-12-54	3075/979	22- 5-57	11	332	6.220.000	735.000	Id.	Id.	Id.
12	MASSELLI Carolina fu Giuseppe-Luigi	2- 4-52	317	14- 9-54	287	15-12-54	3076/980	22- 5-57	11	333	4.650.000	435.000	Id.	Id.	Id.
13	MELODIA Bartolo fu Tommaso	2- 4-52	319	1- 3-55	112	16- 5-55	3077/981	22- 5-57	11	334	7.740.000	1.025.000	Id.	Id.	Id.
14	PERSI Maria fu Eugenio vedova SERENA	2- 4-52	321	24-12-54	64	18- 3-55	3078/982	22- 5-57	11	335	2.070.000	275.000	Id.	Id.	Id.
15	PERSONE' Carlo di Giacinto	2- 4-52	322	11- 4-55	142	22- 6-55	3079/983	22- 5-57	11	354	780.000	100.000	Id.	Id.	Id.
16	PASSARO Felice fu Michele	25- 6-52	935	17- 5-55	177	3- 8-55	3080/984	22- 5-57	11	336	6.665.000	930.000	Id.	Id.	Id.

Roma, addì 1° giugno 1957

Visto, p. *il Ministro*: BOTTALICO

(3553)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 135

Corso dei cambi del 13 giugno 1957 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	624,93	624,90	624,92	624,93	624,90	624,93	624,91	624,87	624,93	—
$ Can.	655,50	655,25	655 —	655,125	655,05	655,46	655,25	655,50	655,875	—
Fr. Sv. lib.	145,82	145,82	145,80	145,825	145,85	145,82	145,82	145,80	145,83	—
Kr. D.	90,25	90,26	90,25	90,29	90,25	90,26	90,28	90,24	90,26	—
Kr. N.	87,69	87,64	87,68	87,66	87,65	87,77	87,66	87,70	87,69	—
Kr. Sv.	121,29	121,25	121,28	121,27	121,25	121,30	121,30	121,27	121,29	—
Fol.	164,54	164,52	164,53	164,53	164,55	164,54	164,52	164,52	164,54	—
Fr. B.	12,47	12,465	12,465	12,47	12,4625	12,46	21,46875	12,50	12,47	—
Fr. Fr.	178 —	178,12	178,15	178,12	178,05	178,04	178,10	178 —	178,05	—
Fr. Sv. acc.	143,30	143,27	143,28	143,29	143,30	143,26	143,31	143,22	143,29	—
Lst.	1752 —	1751 —	1751 —	1751,50	1751 —	1752 —	1751,375	1752 —	1751,875	—
Dm. occ.	149,48	149,52	149,54	149,53	149,50	149,48	149,53	149,27	149,50	—
Scell. Aust.	24,142	24,145	24,15	24,1625	24,15	24,14	24,15	12,15	24,14	—

Media dei titoli del 13 giugno 1957

Rendita 3,50 % 1906	66,85
Id. 3,50 % 1902	57,65
Id. 5 % 1935	90,625
Redimibile 3,50 % 1934	81,475
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	74,20
Id. 5 % (Ricostruzione)	88,65
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	82,775
Id. 5 % 1936	46,325
Id. 5 % (Città di Trieste)	83,475
Id. 5 % (Beni Esteri)	81,975
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1959)	97,15
Id. 5 % (» 1° aprile 1960)	96,075
Id. 5 % (» 1° gennaio 1961)	94,55
Id. 5 % (» 1° gennaio 1962)	93,325
Id. 5 % (» 1° gennaio 1963)	93,225
Id. 5 % (» 1° aprile 1964)	93,125
Id. 5 % (» 1° aprile 1965)	93,15
Id. 5 % (» 1° aprile 1966)	92,45

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: MILLO

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 13 giugno 1957

1 Dollaro USA	624,92
1 Dollaro canadese	655,187
1 Franco svizzero lib.	145,822
1 Corona danese	90,285
1 Corona norvegese	87,66
1 Corona svedese	121,285
1 Fiorino olandese	164,525
1 Franco belga	12,469
100 Franchi francesi	178,11
1 Franco svizzero acc.	143,30
1 Lira sterlina	1751,437
1 Marco germanico	139,53
1 Scellino austriaco	24,156

Cambi di compensazione valevoli ai sensi degli accordi esistenti

Egitto Lit. 1794,55 per una lira egiziana

REGIONE TRENTINO - ALTO ADIGE

Ripristino di cognome nella forma tedesca

N. 5056/Gab.

IL VICE COMMISSARIO DEL GOVERNO

Visto l'art. 2 del regio decreto-legge 10 gennaio 1926, n. 17 ed il decreto Ministeriale 5 agosto 1926 che approva le istruzioni per la esecuzione del citato regio decreto-legge n. 17;

Visto il decreto del Prefetto di Bolzano del 9 marzo 1935, n. 560 R/Gab. con cui alla signora Obrist Barbara nata Bachmann, nata a Dobbiaco il 23 agosto 1898 venne accordata la riduzione del cognome nella forma italiana di Oberti;

Vista la domanda di restituzione del cognome nella forma tedesca presentata in data 12 febbraio 1957 dal sig. Oberti Luigi, figlio maggiorenne della predetta, in atto residente a Caldaro;

Ritenuto che le ragioni addotte dal richiedente sono risultate attendibili e consigliano pertanto l'adozione di un provvedimento di revoca del decreto suaccennato;

Vista la lettera della Presidenza del Consiglio dei Ministri in data 20 aprile 1946, n. 67002/38435/19;

Visto l'art. 76 dello Statuto speciale per la Regione Trentino-Alto Adige, approvato con legge costituzionale 26 febbraio 1948, n. 5;

Visto il decreto n. 6223 Gab. del 20 luglio 1956, con cui il Commissario del Governo delega al Vice Commissario attribuzioni già di competenza del Prefetto di Bolzano;

Decreta:

Il decreto del Prefetto di Bolzano 9 marzo 1935, n. 560 R/Gab. è revocato a decorrere dalla data del presente decreto, limitatamente alla sottoindicata persona.

Per effetto di tale revoca il cognome del sig. Oberti Luigi, nato a Caldaro il 14 dicembre 1923, viene ripristinato nella forma tedesca di Obrist.

Il sindaco del comune di Caldaro provvederà alla notifica del presente decreto all'interessato a termini del paragrafo 6°, comma terzo, delle istruzioni ministeriali anzidette e curerà tutti gli altri adempimenti demandatigli dei paragrafi IV e V delle istruzioni medesime.

Bolzano, addì 28 maggio 1957

Il Vice Commissario del Governo
MARCHIONE

(3581)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLE FINANZE

AMMINISTRAZIONE AUTONOMA DEI MONOPOLI DI STATO

Avviso relativo all'esito del concorso per esami a tre posti di consigliere tecnico (già allievo tecnico) nel ruolo del personale tecnico, branca « Coltivazioni tabacchi », della carriera direttiva dell'Amministrazione autonoma dei monopoli di Stato, bandito con decreto Ministeriale 12 ottobre 1956.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del testo unico delle disposizioni concernenti lo statuto degli impiegati civili dello Stato, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che nel Bollettino ufficiale del personale (parte seconda) dell'Amministrazione autonoma dei monopoli di Stato, relativo al mese di maggio 1957, è pubblicato il decreto Ministeriale 20 maggio 1957, registrato alla Corte dei conti il 29 stesso mese, registro n. 2 Monopoli, foglio n. 251, che approva la graduatoria di merito formata dalla Commissione esaminatrice del concorso per esami a tre posti di consigliere tecnico (già allievo tecnico) nel ruolo del personale tecnico, branca « Coltivazioni tabacchi », della carriera direttiva dell'Amministrazione predetta, nonchè la graduatoria finale dei vincitori del concorso stesso e quella degli idonei, formate in base all'ordine del punteggio riportato da ciascun candidato e con l'osservanza delle disposizioni in vigore circa le riserve di posti a favore di alcune categorie di concorrenti.

(3659)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Avviso relativo alla graduatoria del concorso per esami a cento posti di ingegnere in prova del Corpo del genio civile (carriera tecnica direttiva), indetto con decreto Ministeriale 19 novembre 1955.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si dà notizia che il n. 2 del Bollettino ufficiale del giugno 1957 del Ministero dei lavori pubblici, pubblica il decreto Ministeriale 25 gennaio 1957, registro n. 13, foglio n. 209, che approva la graduatoria generale di merito e dei vincitori del concorso per esami a cento posti di ingegnere in prova del Corpo del genio civile (carriera tecnica direttiva), indetto con decreto Ministeriale 19 novembre 1955.

(3660)

PREFETTURA DI SAVONA

Graduatoria generale del concorso a posti di ostetrica condotta vacanti nella provincia di Savona

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SAVONA

Visto il proprio precedente decreto n. 911 San. in data 22 marzo 1956, con il quale venne, fra l'altro, indetto pubblico concorso, per titoli e per esami, per il conferimento dei posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1955;

Visti i verbali della Commissione esaminatrice del concorso nominata con decreto prefettizio pari numero in data 23 ottobre 1956;

Riconosciuta la regolarità delle operazioni della citata Commissione;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, sostituito dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854, e l'art. 55 del regolamento approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 282;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria delle concorrenti risultate idonee al concorso per titoli ed esami a posti di ostetrica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1955:

1.	Meistro Maria	punti 57,015
2.	Leoni Carolina	» 56,725
3.	Bovio Angela	» 54,968
4.	Panaro Maria	» 54,656
5.	Schenone Maddalena	» 54,10
6.	Giaccone Anna	» 52,953
7.	Magliano Consolina	» 52,875
8.	Puccini Ada	» 52,406
9.	Sconfienza Rita	» 51,985
10.	Merlati Anna	» 51,850
11.	Daniel Maria	» 51,625
12.	Calderana Anna	» 51,181
13.	Parodi Rosa	» 51,162
14.	Bera Irene	» 50,422
15.	Montaldo Laura	» 50,000
16.	Del Monte Adriana	» 49,734
17.	Bormida Ida	» 49,565
18.	Berini Ada	» 49,262
19.	Pizzi Giulia	» 48,781
20.	Petrelli Dorotea	» 48,750
21.	Camoirano Maria	» 48,725
22.	Leardi Cristina	» 48,625
23	Novelli Anili Carme	» 48,025
24.	Gavarrino Pierina	» 46,750
25.	Isotta Irma	» 46,250
26.	Strazzarino Natalia	» 45,250
27.	Core Matilde	» 45,000
28.	Gatti Maria	» 44,437
29	Pasini Miria	» 43,271
30.	Castelletto M. Vittoria	» 42,75
31.	Ceserani Anna	» 42,50
32.	Beccaletto Fernanda	» 42,375
33.	Agnese Mirella	» 41,69
34.	Spotorno Caterina	» 41,375
35.	Stefani Franca	» 40,30
36.	Cioncoloni Erina	» 35,744

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Savona, addì 18 maggio 1957

Il prefetto: CIGLIESE

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI SAVONA

Visto il proprio precedente decreto n. 911 San. in data 22 marzo 1956, con il quale venne, tra l'altro, indetto pubblico concorso, per titoli e per esami, per il conferimento dei posti di osterica condotta vacanti nella Provincia al 30 novembre 1955;

Vista la graduatoria generale delle concorrenti dichiarate idonee approvata con decreto pari numero e data;

Visto l'ordine di preferenza delle sedi espresse dalle candidate, nella domanda di ammissione al concorso;

Visto l'art. 55 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281;

Decreta:

Sono dichiarate vincitrici del concorso di cui alle premesse le seguenti candidate e sono assegnate alle sedi a fianco indicate:

1) Meistro Maria: Vado Ligure;
2) Leoni Carolina: Cengio;
3) Bovio Angela: Urbe.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali della Provincia, all'albo pretorio della Prefettura e dei Comuni interessati.

Savona, addì 18 maggio 1957

Il prefetto: CIGLIESE

(3588)

MOLA FELICE, *direttore* SANTI RAFFAELE, *gerente*

Roma - Istituto Poligrafico dello Stato - G. C.